

## SONDAGE GALLUP

### Les élections n'intéressent qu'un Canadien sur trois

Moins d'un Canadien sur trois se dit très intéressé par les élections fédérales, a constaté Gallup dans un sondage réalisé à environ six semaines des prochaines élections.

Seulement 31 p. cent des répondants interrogés par Gallup ont indiqué être très intéressés par les élections, alors que 38 p. cent se sont dits moyennement intéressés, 10 p. cent peu intéressés et 21 p. cent pas intéressés du tout.

Selon Gallup, ce sondage révèle que le niveau d'intérêt suscité par la campagne électorale est moyen, comparativement aux élections passées.

En 1984, une enquête effectuée à cinq semaines du jour du scrutin donnait les résultats suivants: 29 p. cent de personnes interrogées ont dit être très intéressées, tandis que 41 p. cent ont affiché un intérêt moyen, ce qui est comparable aux résultats de cette année. Mais les analystes s'entendent généralement pour dire que la campagne 84 avait suscité un intérêt relativement peu élevé, comme c'est le cas pour la plupart des élections tenues en été.

En 1979 et en 1980, les électeurs avaient été beaucoup plus intéressés par le processus électoral. Six semaines avant le scrutin de 1979, 37 p. cent des répondants à un sondage Gallup se disaient très intéressés, alors que l'année suivante, cette catégorie d'électeurs formait 42 p. cent de l'ensemble des personnes interrogées.

Une analyse par régions des résultats du dernier sondage révèle que l'intérêt pour les élections est plus élevé dans l'Ouest canadien. Ainsi, 42 p. cent des répondants en Colombie-Britannique se disent très intéressés. Leur proportion baisse à mesure qu'on se dirige vers l'est: ils ne sont plus que 38 p. cent dans les Prairies, 36 p. cent en Ontario et 20 p. cent dans les Maritimes. Au Québec, on atteint le plus bas niveau d'intérêt, avec seulement 19 p. cent d'électeurs très intéressés.

D'autre part, 34 p. cent des répondants des Maritimes et 27 p. cent de ceux du Québec affirment n'être pas du tout intéressés par les élections.

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1 027 entrevues avec des Canadiens de 18 ans et plus, réalisées entre le 12 et le 15 octobre. Un échantillon de cette envergure est exact à quatre p. cent près, 19 fois sur 20.

La question posée était la suivante: Êtes-vous intéressés aux prochaines élections? Si oui, jusqu'à quel point vous y intéressez-vous? Diriez-vous que vous êtes très intéressé, modérément intéressé ou seulement un peu intéressé?

Résultats nationaux	Très int.	Modérément int.	Un peu et pas du tout
Oct. 88	31%	38%	31%
Juillet 84	29%	41%	30%
Janvier 80	42%	35%	23%
Avril 79	37%	37%	25%
Résultats par région			
Maritimes	20%	36%	44%
Québec	19%	40%	42%
Ontario	36%	40%	24%
Prairies	38%	40%	22%
C.-Brit.	42%	31%	26%

## Les indécis lisent peu

Presse Canadienne

tudes de consommation en matière de médias.

Les stratégies des différents partis politiques disposent d'un nouvel outil pour conserver l'appui de leurs partisans et en gagner de nouveaux, soutient une firme montréalaise de sondage.

Il s'agit du profil politique de l'auditoire auquel s'adresse chaque média au Québec, ou, autrement dit, du lien existant entre les opinions politiques et les habi-

L'enquête, réalisée auprès de 2 840 personnes, révèle notamment que dans la région de Montréal, La Presse rejoint en premier lieu 30 p. cent de gens favorables au Parti libéral fédéral, Le Devoir 32 p. cent de partisans du NPD tandis que The Gazette rejoint 38 p. cent de libéraux alors que le Journal de Montréal est lu par 23 p. cent de libéraux.



Dans Laurier Saint-Marie, sept syndicats, membres de la FTQ, appuient Jean-Claude Malépart. Dans l'ordre habituel: Jean-Guy Beaubien (Vickers CSN), André Hamel (Bombardier), le député Malépart et Normand Tremblay (Kemtec).

PHOTO PAUL H. TALBOT, La Presse

## Les syndicats locaux ignorent le mot d'ordre de Louis Laberge

JOYCE NAPIER

Bien que le mot d'ordre lancé par la FTQ était d'appuyer le NPD, certains syndicats, affiliés à la centrale, ont décidé d'en faire à leur tête et d'épauler le candidat de leur choix, peu importe le parti politique.

Dans le comté de Laurier Saint-Marie, sept syndicats de l'est de la métropole, membres de la FTQ, ont choisi d'appuyer le candidat libéral, le député sortant Jean-Claude Malépart.

«Peu importe la couleur, c'est celui qui travaille pour nous qu'on veut faire élire», a noté, hier, Théo Beaudin, du syndicat des débardeurs. Jean-Pierre Côté, du syndicat des métallos, a fait valoir que M. Malépart a été un des membres les plus actifs sur le comité de la survie de l'est, quand plusieurs usines ont fermé leurs portes.

Lundi, à Sorel, un syndicat de la FTQ-construction a endossé le candidat conservateur, le député sortant Louis Plamondon.

Dans la Mauricie, la direction de deux sections locales du Syndicat canadien des travailleurs du papier, et près de 1 000 employés de la division Belgo de la Consolidated Bathurst, appuient le candidat NPD, Claude Rompré.

André Marchand, président de la section 220, a noté que l'exécutif qu'il préside encourage ses membres à donner leur temps pour M. Rompré.

En revanche, à la division Laurentides de la Consolidated, le président de la section locale, n'appuie aucun candidat. Quant au président du Syndicat indépendant des travailleurs du papier, Jean Lacoursière, il appuie le candidat conservateur, Denis Pronovost, et souhaite que son syndicat

ne prenne pas position dans cette campagne.

Comme le Congrès du travail du Canada, la haute direction de la FTQ épaula le parti d'Ed Broadbent. Malgré une consigne diluée, on ne perd pas le nord dans l'entourage de Louis Laberge. Le directeur-général de la FTQ-construction, Yves Paré, a fait remarquer qu'on n'a jamais interdit aux membres d'appuyer un autre parti politique.

Alain Jalbert, coordonnateur à la centrale, explique pour sa part que le mot d'ordre a été émis à l'issue d'un conseil général et que ce n'est pas étonnant que les 400 000 membres ne partagent pas la même philosophie politique. Il a ajouté qu'un grand nombre de syndicats appuient néanmoins les néo-démocrates, plusieurs permanents sont déjà sur le terrain pour organiser cette campagne et qu'un souper bénéfice de la FTQ à \$50 le couvert, prévu pour le 14 novembre en honneur du leader Ed Broadbent, attirera quelque 1 000 membres.

Il a expliqué qu'en ce qui concerne les permanents, libérés pour prêter main forte aux organisateurs néo-démocrates, la centrale n'a pas perdu de vue ses priorités syndicales. On a d'abord envoyé du renfort aux neuf candidats néo-démocrates membres de la FTQ, dont notamment, Daniel Senez, dans la circonscription de Longueuil, de la Fraternité des wagonniers, et Lauraine Vaillancourt, de l'union des ouvriers du vêtement pour dames, candidate dans Terrebonne. Dans les autres comtés visés par le NPD on attend toujours l'aide de la centrale.

Mme Vaillancourt a noté effectivement, en entrevue, que c'est un membre du Syndicat canadien de la fonction publique qui est en charge de sa campagne et que le président du local du Syndicat des facteurs s'occupe du «côté

pratique»: téléphones, porte à porte, etc. Les deux permanents ont été libérés pour se vouer à la campagne alors que plusieurs bénévoles viennent les aider dans leurs temps libres.

Roland Francis, directeur de campagne pour M. Senez et permanent du Syndicat des travailleurs de l'automobile, a expliqué qu'il a été libéré pour quelques semaines, mais pour mener une bataille plus longue, il a pris un congé sans solde. Plus de 250 bénévoles, dont 15 employés de Pratt et Whitney et du syndicat des marins, passent leur temps au téléphone pour aider leur candidat. Les deux syndicats ont donné, à date, \$600 de leurs cotisations syndicales à la campagne.

Mais pour Rémi Trudel, candidat dans Témiscamingue, la FTQ

n'a pas déployé ses forces avec autant d'empressément. Marc Leblanc, directeur de campagne, a noté que bien que la plupart des syndicats dans la région appuient le candidat NPD, l'aide tarde à venir.

M. Jalbert a tenu à préciser que bien que la FTQ appuie officiellement le NPD la centrale ne commet aucune fraude électorale et a bien l'intention, à l'issue de ce scrutin, de comptabiliser ses dépenses pour se conformer à la Loi électorale. Il a tenu à répondre aux allégations du député conservateur de Mégantic-Compton-Stanstead.

Pour Donald Houle, organisateur du NPD au Québec, les propos de M. Gérin sont «complètement farfelus».

## Les chefs

### L'environnement: au tour de Mulroney

Était au tour, hier, du premier ministre Mulroney de répondre partiellement aux attentes des électeurs canadiens qui accordent la plus grande importance à la dépollution et à la protection de l'environnement.

Dès le début de la campagne électorale, à Vancouver, le chef néo-démocrate, Ed Broadbent, s'était engagé à consacrer annuellement \$580 millions à l'ensemble de ce dossier; lundi dernier, c'était le leader libéral, John Turner, qui, dans le sud de l'Ontario, promettait d'y affecter \$270 millions.

M. Mulroney, lui, de passage à Burlington, dans la péninsule de Niagara, a attaqué la question de façon plus fragmentaire. Sans aborder le problème des pluies acides ou du reboisement, il a promis d'investir \$125 millions d'ici cinq ans dans la seule dépollution des Grands-Lacs. Plus précisément, il s'est engagé à fournir \$75 millions pour le nettoyage de 17 sites particulièrement affectés sur les rives canadiennes des Grands-Lacs et du Saint-Laurent et \$50 millions dans la recherche scientifique sur la prévention et le contrôle de la pollution.

Plus tôt dans la journée, participant à une émission de télévision, il a redit que son parti n'adopterait pas de position officielle sur l'avortement pendant la campagne électorale. Tout en réaffirmant son opposition personnelle à l'avortement sur demande, il a fait part de son étonnement que les partis politiques en viennent tout à coup à adopter une ligne de conduite partisane sur un sujet qui tient essentiellement à la conscience personnelle de chacun.

M. Mulroney s'est aussi employé à démentir les propos de ceux qui ont déjà affirmé que la réforme de la taxe de vente annoncée dans le dernier budget coûterait de \$8 à \$10 milliards aux contribuables. Il a expliqué que c'est M. Wilson, le ministre des Finances, qu'il faut croire quand il dit que ça ne coûtera rien de plus.

Pendant que le premier ministre tenait ces propos, dans le sud de l'Ontario, le chef néo-démocrate, Ed Broadbent, à l'autre extrémité du pays, dans la neige du Yukon, mettait précisément son rival au défi de clarifier sa position à ce sujet. Il a rappelé les déclarations du conservateur Don Blenkarn, président du comité parlementaire sur les Finances, selon qui la taxe de vente projetée par les conservateurs entraînerait des revenus additionnels de \$10 milliards provenant de la poche des contribuables.

M. Broadbent s'est également moqué des déclarations du député conservateur de Mégantic-Compton, François Gérin, critiquant l'aide apportée par la FTQ au NPD. «C'est de l'hypocrisie de la part du député d'un parti dont la campagne est financée par les banques» a-t-il lancé en faisant allusion au fait que, si au niveau local, les candidats conservateurs du Québec n'acceptent que des contributions financières personnelles, rien n'empêche l'organisation centrale, à Ottawa, de recevoir les dons des grandes entreprises.

Le leader néo-démocrate a également abordé la question constitutionnelle. Il a promis de tout faire pour favoriser l'accession du Yukon au rang de province. L'Accord du lac Meech qu'il approuve, lui a-t-on fait remarquer, rend cependant plus difficile ce changement de statut en le soumettant à l'accord unanime des autres gouvernements provinciaux. Il a expliqué son adhésion à cette entente constitutionnelle par le besoin prioritaire de réintégrer le Québec dans l'unité canadienne.

De son côté, le chef libéral, John Turner, qui faisait campagne à Vancouver, a esquivé toutes les questions des journalistes sur une hypothétique intervention de l'ex-premier ministre, Pierre Trudeau, que plusieurs vedettes du parti souhaitent appeler à la rescousse. «Il est dans les montagnes» de l'Himalaya s'est-il contenté d'observer sans faire allusion, non plus, au retour au pays de son rival, Jean Chrétien, qui s'apprête à venir prêter main forte à quelques candidats libéraux.

Il a pris la parole devant un millier de personnes à l'University of British Columbia, parmi lesquelles se trouvaient de bruyants supporteurs de l'accord de libre-échange. Faisant état de leur présence, M. Turner a déploré que l'auditoire ne puisse entendre les deux sons de cloches sur cette question et a une fois de plus mis le premier ministre Mulroney au défi de venir débattre publiquement de ce sujet avec lui.

### AUJOURD'HUI

■ Brian Mulroney fait campagne à Montréal où il participe au Salon de la PME.

■ John Turner quitte la Colombie-Britannique et a destination de Thunder Bay et de Sault-Sainte-Marie, en Ontario.

■ Ed Broadbent parcourt la Saskatchewan s'arrêtant surtout à Saskatoon et Winnipeg. PIERRE GRAVEL

## De Joe, Maureen a appris la tolérance

PAUL ROY  
OTTAWA

«Bonjour monsieur, voudriez-vous rencontrer Mme Maureen McTeer?»

— Non!  
Trop tard, elle était déjà engagée dans l'allée. Allait-elle reculer? Elle a foncé: «On peut au moins se serrer la main...»

La conversation n'a pas été longue. Mais assez pour que M. Napier laisse tomber: «J'aime ce que vous faites et j'aime ce que votre mari fait. Mais je vote pour le NPD.»

En s'éloignant, Maureen McTeer, de commenter: «Que voulez-vous, la démocratie a plus d'un parti.»

Maureen McTeer, 36 ans, la femme du secrétaire d'État aux Affaires extérieures Joe Clark, a frappé à 8 000 portes depuis le début de sa campagne électorale dans Carleton-Gloucester, en banlieue sud-est d'Ottawa.

— Est-ce pour ça que vous portez un diachilon à la main?  
— Non, je me suis fait ça en voulant montrer que j'étais capable de planter une pancarte. Idiote!

Maureen McTeer candidate, elle qui avait répondu «Are you kidding?», en 1984, quand on lui avait demandé si elle envisageait de se présenter à une élection. «Après tout ce que j'ai enduré!», avait-elle ajouté.

La jeune avocate n'avait pas digéré la manière avec laquelle certains conservateurs, dont l'actuel premier ministre Brian Mulroney, avaient alors délogé son mari Joe Clark.

Hier matin, elle voyait les choses différemment: «Si Joe avait fait ce que (John)

Diefenbaker a fait (il ne s'était jamais rallié à son successeur Robert Stanfield), le parti aurait été tenu en échec une autre décennie.»

Joe Clark s'était rallié à Mulroney, devenant même un fidèle soldat. Mais Maureen a mis plus de temps à oublier.  
«Moi, j'avais le luxe de me retirer pour réfléchir sans me faire déranger», a-t-elle confié hier à La Presse. «Aussi, j'avais autre chose: j'avais Catherine (sa fille de 11 ans), j'avais mon droit, j'écrivais des livres...»

Mais il aurait été étonnant que Maureen McTeer, qui est parfaitement bilingue, ne fasse pas un jour le saut en politique active, elle qui avait commencé à faire campagne pour les conservateurs au côté de son père, à l'âge de 12 ans. Et elle que certains voient même déjà comme une éventuelle candidate à la succession de Brian Mulroney, dans quelques années.

«C'était une chose naturelle pour moi de participer, avec toute cette expérience que j'ai.»

Elle dit avoir beaucoup appris de son mari, de 13 ans son aîné. «C'est le genre de professeur que tous les candidats devraient avoir. Il m'a appris à être beaucoup plus tolérante. Je suis un peu irlandaise...»

Maureen McTeer et Joe Clark forment un couple original. Tous deux considérés comme des «Red Tories» (des conservateurs de gauche), ils vivent à Aylmer, au Québec, et sont respectivement candidats en Ontario et en Alberta. S'ils sont tous deux élus, ils formeront le premier couple à siéger à la Chambre des communes.

Carleton-Gloucester est une nouvelle circonscription ou le PC l'aurait emporté par 6 500 voix, en 1984. Maureen McTeer y a vécu toute son enfance.

C'est cependant un comté semi-rural où certaines de ses positions, notamment sur



Maureen McTeer

l'avortement, n'ont pas fait l'unanimité. Catholique, elle affirme qu'elle ne se ferait pas avorter, ce qui ne l'empêche pas d'appuyer des groupes pro-choix.

Au Canada anglais, où on lui accole l'épithète de féministe, on avait mal digéré qu'elle veuille conserver son nom de fille (!). Et qu'elle refuse de jouer le rôle d'épouse «décorative» que certains auraient voulu qu'elle joue à l'époque où Joe Clark était premier ministre.

Mais Maureen McTeer a l'expérience des campagnes. Et une grosse organisation — elle a même embauché une relationiste professionnelle pour répondre aux médias nationaux, préférant accorder elle-même toute son attention aux médias locaux.

Et puis elle frappe aux portes. Avec assurance et détermination.

Vers 11h, hier matin, elle a troqué ses talons-hauts pour des talons-plats, enfilé un chandail et un imperméable par-dessus sa veste et sa jupe, et commencé sa tournée quotidienne.

Près d'une porte, elle a ramassé un journal qu'elle a rangé à sa place, sous la boîte aux lettres. Et, en marchant, elle s'est tournée vers une accompagnatrice pour lui demander: «Comment s'appelait-il, encore, ce gars qui était pour le NPD?»

## Saint-Laurent: tutelle et enquête publique

Une semaine après l'explosion d'une bombe qui a coûté la vie à monsieur Henri Paquin, promoteur, spéculateur, homme d'affaires, financier, organisateur politique du Parti municipal du maire Marcel Laurin, bailleur de fonds du Parti libéral du Québec et du Parti conservateur du Canada, il faut maintenant regarder de plus près ce qui se passe à Saint-Laurent, ville importante du nord-ouest de la métropole.



En fait, c'est depuis plusieurs années déjà qu'il semble se passer des choses peu catholiques dans la ville dirigée depuis 1959 par le maire Laurin. Dans les années 60, les gouvernements Lesage et Johnson avaient songé à déclencher une enquête publique sur l'administration de cette ville de banlieue.

Depuis quelques années, principalement parce que la ville a décidé de consacrer de nouveaux espaces aux développements résidentiel, commercial et industriel, des spéculateurs se font la guerre, des personnes amies du pouvoir ont profité de changements de zonage appropriés, d'autres ont vendu des terrains à des prix on ne peut plus avantageux. Régulièrement, des accusations de favoritisme, de conflits d'intérêts, de pa-

tronage éhonté sont portées à l'encontre de l'administration du maire Laurin.

Depuis que l'opposition — qui compte dans ses troupes des gens qui ont frayé durant de nombreuses années avec le maire et qui ont partagé ses décisions — est devenue majoritaire, le contrôle de la ville a changé de main. Et curieusement, alors que cette même opposition réclamait il y a à peine quelques mois une enquête de Québec sur cette ville, voici que c'est maintenant le maire qui invite le gouvernement à enquêter sur son administration et l'opposition majoritaire qui s'y est opposée hier. Mystérieux, n'est-ce pas?

Ca ne sent pas bon. La situation actuelle fait penser à ce qu'ont vécu Anjou, Saint-Michel, Pointe-aux-Trembles et Jacques-Cartier il y a vingt ans. Des guerres de clans, des administrations corrompues, des conflits d'intérêts en quantité industrielle. De véritables scandales municipaux.

Est-ce la même histoire qui se répète à Saint-Laurent? Le ministère des Affaires municipales a délégué deux vérificateurs à la fin de 1987, à la suite de révélations publiées dans *La Presse*, mais ce fut une enquête bidon. Depuis, la section des crimes économiques de la Sûreté du Québec a été saisie d'un certain nombre de plaintes entourant des allégations de

conflits d'intérêts et de favoritisme, mais rien n'est encore ressorti de cette enquête qui est en cours depuis huit mois.

La mort violente et mystérieuse de M. Henri Paquin est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Y a-t-il un lien entre le meurtre de M. Paquin et la controverse entourant le développement du Nouveau Saint-Laurent, comme le laisse entendre clairement le maire Laurin?

Face au volumineux et inquiétant dossier de la ville de Saint-Laurent, qui inquiète au plus haut point les citoyens de cette banlieue, le gouvernement doit annoncer la mise en tutelle de cette ville et entreprendre une enquête publique par la Commission municipale du Québec, en vertu de ses pouvoirs.

Le premier ministre Robert Bourassa est lui-même député de Saint-Laurent. S'il veut faire preuve de transparence, s'il ne veut pas que son gouvernement soit identifié comme ayant participé à ce qui se passe de louche dans cette ville, s'il ne veut pas être accusé de protéger qui que ce soit, s'il ne veut pas être éclaboussé par les scandales qui peuvent encore éclater, il doit accepter de faire la lumière complète sur l'administration de cette ville.

Il faut une enquête publique et rien de moins.

Claude MASSON

## Déficit: l'échec de Brian Mulroney

«J'en ai pas promis la lune, parce que je ne peux pas aller chercher la lune.» C'est ce que confiait à *La Presse*, il y a quatre ans, le libéral Raymond Garneau. À l'époque, il estimait en effet qu'un enjeu précis dominait la campagne: «Pour moi, c'est le déficit. Tout le reste, les politiques sociales, la politique de recherche et de développement, les taux d'intérêt, est relié à cela.»



En 1984, M. Garneau n'était pas seul. Son vis-à-vis, Michael Wilson, en faisait une obsession. Les deux chefs, Brian Mulroney et John Turner, voyaient la lutte au déficit comme la priorité numéro un de leur éventuelle administration. Ils en avaient même longuement discuté lors de leurs débats télévisés, même s'ils savaient bien que la question ne fascinait pas les électeurs.

1984, ce n'est pas si loin. Et pourtant, cette année, pas un mot. Pour les candidats, le déficit n'existe plus. Parce que la question a été réglée? Ou bien parce que la mode a changé?

Le problème est pourtant toujours là. Les conservateurs ont certes réussi à stopper l'explosion du déficit qui a suivi la récession. En gros, le «trou» était passé de \$28 à \$38 milliards de 1982 à 1984. En deux ans, les conservateurs l'ont ramené à trente milliards. Mais depuis, rien. Ces trois dernières années, le déficit s'est maintenu dans la fourchette des \$29-\$30 milliards. Et ce ne sera pas mieux l'an prochain.

D'après ces chiffres, tirés du dernier budget, la lutte à la réduction du déficit s'est donc terminée en 1986. En outre, ces maigres résultats n'ont été possibles qu'en augmentant sensiblement le fardeau fiscal. Pourtant, pendant la même période, l'Ontario et le Québec ont réussi à mettre de l'ordre dans leurs finances publiques.

C'est là le plus grand échec du gouvernement Mulroney et de son ministre des Finances, Michael Wilson, parce qu'il s'agissait, de leur propre aveu, de leur principal défi. Durant la campagne de 1984, les conservateurs voulaient même ramener le déficit en dessous de quinze milliards!

Pourquoi l'échec? D'abord, la stratégie de départ. Le premier ministre affirmait que la prospérité permettrait de résorber le déficit. La théorie économique sur laquelle il s'appuyait était fautive: six années soutenues de croissance n'ont pas suffi. Qu'arrivera-t-il maintenant au déficit si nous traversons une période de ralentissement ou de récession?

M. Mulroney a également été victime de son pire défaut, l'indécision. La réduction du déficit exigeait une sérieuse remise en cause des programmes et des politiques fiscales du gouvernement. Ce genre d'exercice, impopulaire, ne pouvait se faire qu'en début de mandat, quand le gouvernement disposait encore d'un chèque en blanc. Mais c'était le temps où tous les grands projets conservateurs se décomposaient l'un après l'autre face aux pressions de l'opinion publique.

Cet échec touche les électeurs de près. D'abord, un gouvernement dans le trou ne peut pas se permettre d'être généreux. Cela explique la mesquinerie des conservateurs, qui coupent, rognent et gèlent. Et cela empêchera le prochain gouvernement, peu importe lequel, de se lancer dans des projets socialement souhaitables.

Par ailleurs, ce déficit coûte une fortune à chaque citoyen. Quand le gouvernement enregistre un déficit de trente milliards par année, il doit emprunter, et ces emprunts s'ajoutent à ceux des années précédentes: c'est ce qu'on appelle la dette publique. Elle a littéralement explosé. De \$199 milliards en 1984, la dette du gouvernement atteindra \$351 milliards l'an prochain, une augmentation de 75 p. cent en cinq ans!

Il y a quatre ans, le niveau de cette dette équivalait à 44,7 p. cent du PIB. La proportion est maintenant de 56,1 p. cent. La situation est donc nettement plus grave que lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir!

En termes concrets, plus la dette est importante, plus les montants d'intérêts qu'il faut verser sur ces emprunts sont élevés. À l'heure actuelle, chaque contribuable qui paie des impôts verse en moyenne \$2713 par année à Ottawa pour payer ces intérêts. Autrement dit, sans la dette, chacun de nous verserait son compte de taxes fondre comme neige au soleil. Et n'oublions pas que ce sont nos enfants qui rembourseront le capital.

Si c'est grave, pourquoi les chefs n'en parlent-ils pas? Parce que les électeurs ne s'en soucient pas? Pourtant, le sondage de Radio-Canada, la semaine dernière, montrait que 83 p. cent des citoyens trouvent que cette question est importante, presque autant que le libre-échange.

Pourquoi alors? La réponse coule de source. Il est normal que les conservateurs n'insistent pas trop, puisque leur feuille de route n'est pas reluisante. Il est également normal que les libéraux évitent pudiquement ce sujet, puisque leur stratégie électorale consiste à multiplier les promesses coûteuses.

Le seul parti qui tient compte de la réalité budgétaire, c'est le NPD: Ed Broadbent assortit soigneusement chacune de ses promesses électorales d'une méthode de financement. Quel paradoxe!

Alain DUBUC

## IMAGE DE M. TURNER



Reprise de la campagne 84.

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### La Presse est antilibérale?

■ J'étais un fidèle lecteur de *La Presse* depuis au moins 20 ans. Aujourd'hui, j'ai annulé mon abonnement. Raison: depuis quelques mois *La Presse* est devenue un énorme journal de propagande conservatrice.

Comprenez-moi bien: je n'ai rien contre le fait que votre journal soit proconservateur. Ce qui me blesse, c'est que pratiquement tous vos éditorialistes, chroniqueurs et reporters politiques s'acharnent à démolir de façon systématique le Parti libéral et son chef. (...)

Ne perdez pas de vue que le Parti libéral est un des deux grands partis qui ont toujours gouverné le pays depuis le début de la Confédération. Ce parti a souvent connu ses heures de gloire et a réalisé de grandes choses, entre autres sur le plan social. De ses rangs ont émergé de grands et même de très grands noms: Sir Wilfrid Laurier, Louis Saint-Laurent, Lester B. Pearson, P.E. Trudeau. N'oubliez jamais qu'à travers les temps, ce parti a toujours compté sur un important noyau de libéraux sincères. Ce pourcentage parmi la population est peut-être de 20% ou 25%.

Jean-Paul MARCOTTE  
Montréal

### Libre-échange: on veut savoir

■ Je voudrais souligner la surprenante quasi-absence de débat de fond concernant le libre-échange. Je me considère relativement bien informé, mais sur cette question je nage dans l'incertitude.

Les avantages sont assez évidents, quoique difficilement quantifiables. Par contre, les politiciens de l'opposition nous envoient des phrases choc sans

étayer leurs positions. Par exemple, on nous dit que les programmes sociaux seraient menacés, de même que les possibilités d'interventions économiques des gouvernements, etc...

À la veille des élections, il me semble urgent que les médias, en particulier *La Presse*, approfondissent ce projet crucial.

Luc SMITH  
Montréal

### Sous-centres de cégeps

Madame Lorraine Pagé, présidente de la Centrale d'enseignement du Québec

■ Les commissaires d'écoles de la Commission scolaire de Chabais-Chibougamau ont pris connaissance de vos propos rapportés par la journaliste Léa Lévesque, de *La Presse* canadienne, dans *La Presse* du 15 septembre, concernant l'implantation des «sous-centres» de cégeps en régions.

Face à l'ensemble de vos déclarations, les commissaires désirent mentionner leur désaccord. Les commissaires mettent en doute l'analyse que vous faites de la situation, du moins pour le sous-centre de Chibougamau. Vos craintes, face à la qualité de l'enseignement, sont injustifiées dans notre cas. Les équipements dont dispose notre «sous-centre» sont très adéquats et l'enseignement qui s'y donne est de très grande qualité. Les résultats obtenus par nos élèves et la facilité qu'ils ont à s'inscrire à différentes universités sont une preuve tangible de cette réalité.

Les commissaires s'interrogent sur les motivations qui entourent vos déclarations. Sachant que des milliers d'enseignants de cégeps ont quitté la CSN le printemps dernier pour se joindre à votre centrale syndicale, nous comprenons que

### N.B.

■ *La Presse* accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réserve le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

vous voulez prendre, le mieux possible, leurs intérêts. Cependant, la défense de la qualité de l'enseignement n'est pas toujours compatible avec les intérêts particuliers des enseignants. Il faut en établir clairement la différence et le mentionner sans équivoque à la population.

Donald BUBAR  
Président Commission scolaire  
Chabais-Chibougamau

### Une taxe régressive

■ Je m'oppose féroce à la décision récente du ministre de l'Énergie du Québec, John Ciaccia, d'imposer une surtaxe sur l'électricité consommée aux heures de pointe.

Si le ministre veut que les gens changent leurs habitudes de vie, qu'il change les heures d'ouverture d'usines et de bureaux pour que, pendant les heures de pointe, la demande d'électricité soit effectivement moins élevée.

Car ce n'est pas une surtaxe aux heures de pointe qui va changer les habitudes de vie; ça donnera seulement une plus grande rentrée d'argent à Hydro-Québec et au gouvernement. Il ne faut pas oublier que

le gouvernement nous impose une taxe de 9% sur nos comptes et que, par ce fait même, il est doublement payé.

Richard LATREILLE  
Verdun

### «Le grand jour» de Tremblay

■ Je désire exprimer mon mécontentement après avoir vu «Le grand jour», de Michel Tremblay, à Radio-Canada, pièce vulgaire, québécoise et même pas drôle.

Dans mon entourage, les gens ne s'expliquent pas un tel mauvais goût. Ils ont soit changé de poste ou ont poursuivi pour savoir jusqu'où pouvait aller la bêtise; ceux-là se sont dit dégoûtés, écoeurés et terriblement déçus.

Tous ces deniers publics dépensés en pure perte. C'est inacceptable. Il y aurait lieu, je crois, de revoir attentivement la programmation de Radio-Canada afin d'en relever le niveau.

Marie BARSALOU  
Montréal

■ Si j'appartenais à la lignée des Tremblay, familles si honorables à ce que j'en sais, je serais humiliée. Quoique n'en faisant pas partie, je me sens quand même très humiliée par la littérature de Michel Tremblay qui se complait dans les carences d'une partie de notre société moins favorisée. C'est imparadonnable de caricaturer ainsi jusqu'au ridicule nos compatriotes et de les humilier à ce point (...)

Je suis plus que désolée de constater aussi que nos artistes si doués se soient prêtés à une telle pièce. Je suis encore plus déçue de la Société Radio-Canada qui a permis pareille oeuvre de démolition. (...)

Lorraine FOREST  
Anjou

## Opinions

## Une démocratie de santé douteuse

MARCEL ADAM

Les Canadiens sont fiers de vivre dans une société démocratique qui présente les signes d'une grande vitalité.

Leurs dirigeants sont élus au suffrage universel et gouvernent la société dans le cadre d'institutions régies par des lois votées démocratiquement; les droits de l'homme en général et du citoyen en particulier sont garantis et respectés d'une manière qui suscite l'admiration dans la communauté internationale.

Mais en réalité notre démocratie ne se porte pas aussi bien qu'elle en a l'air.

La participation des citoyens au processus électoral est probablement le meilleur test de la santé d'une démocratie puisque la votation est la clé de voûte du système.

C'est en effet par le bulletin de vote que le peuple exprime périodiquement sa souveraineté en choisissant ceux par qui il veut être gouverné.

Le quotidien *Ottawa Citizen* publiait l'autre jour des chiffres com-

paratifs sur la participation électorale dans les démocraties.

Le fait qu'au cours des quatre dernières élections générales une moyenne de 73,48 pour cent des électeurs canadiens se soient prévalus de leur droit de vote n'est probablement pas de nature à alerter les gens.

Pourtant, une récente étude de la Librairie du Congrès américain, menée dans 28 pays démocratiques, situe le Canada au 23e rang au chapitre de la participation électorale. Ce qui est loin d'être exemplaire.

J'imagine que beaucoup se consolent en comparant le Canada avec nos voisins du Sud. Les États-Unis, qui sont considérés comme le modèle démocratique par excellence, arrivent au dernier rang avec une participation moyenne de 45 pour cent pour les quatre derniers scrutins à l'échelle nationale.

Il faut dire que le degré d'indifférence varie chez nous selon les groupes d'âges. Un sondage Gallup révélait en 1986 que l'intérêt pour la votation augmente en vieillissant: de 32 pour cent entre 18 et 29 ans, la participation passe à 90 pour cent après 65 ans.

Comment expliquer cette apparente passivité?

L'étude américaine citée plus haut remarque que sur 14 pays tenant leurs élections un jour de repos, 13 atteignent un meilleur score que le Canada.

Depuis quelques années, au Québec, les élections aux niveaux municipal et scolaire sont tenues le dimanche et je ne sais pas que la population se soit précipitée en foule aux urnes.

Peut-être ce phénomène a-t-il un rapport avec l'éducation politique des citoyens? Il y a certes des carences en ce domaine au Canada, où le système d'enseignement néglige d'instruire les jeunes sur la nature et le fonctionnement des institutions politiques, et de les sensibiliser à leurs futurs devoirs de citoyens. Heureusement, les médias sérieux — je pense surtout à la presse écrite — prodiguent à leur clientèle adulte l'éducation politique qui a fait défaut à l'école. Ce qui expliquerait peut-être en partie que les gens âgés votent plus que les jeunes.

Les auteurs d'un ouvrage dont a fait état samedi dernier Pierre Vennat (*La démocratie américaine*, par Max J. Skidmore et Max Carter Tripp), voient dans l'influence grandissante des lobbies, des comités d'action politique et des groupes de pression de tous

genres, une explication partielle au phénomène de l'abstention.

D'autres l'attribuent principalement aux médias audiovisuels. Pour l'historien Arthur Schlesinger Jr, la télévision a supplanté les partis politiques qui, traditionnellement, contrôlaient le déroulement de la campagne et la participation des électeurs. Il cite en exemple l'élection présidentielle de 1980 où, malgré l'absence de candidats forts et d'enjeux importants, les partis ont réussi à faire voter 80 pour cent des électeurs.

Peut-on invoquer ces facteurs relativement nouveaux dans le processus politique pour expliquer l'abstentionnisme d'une partie importante de l'électorat canadien?

On pourrait peut-être les prendre en compte s'il ne constituait pas une caractéristique constante de nos statistiques électorales depuis 1867.

Peut-être, après tout, que les excuses invoquées par les abstentionnistes ne sont pas des prétextes mais de vraies raisons. C'est peut-être vrai que certains électeurs sont paresseux, que d'autres partis en voyage n'ont pas pu voter par anticipation, que plusieurs manquent d'information, qu'il en est pour qui aucun parti ou candidat ne vaut le déplacement.

Tout cela est peut-être vrai mais ce n'est pas pour autant rassurant.



Lysiane Gagnon

## Pour un «débat des hommes»!

Nos trois chefs politiques se garderont un période, dans le débat télévisé de la semaine prochaine, pour se pencher sur les problèmes des femmes.

Quelle délicate attention! Entre deux sessions de politique sérieuse, un intermède pour les femmes... qui, bien sûr, ne s'intéressent guère aux questions «générales» comme le libre-échange, l'environnement, la fiscalité, la constitution. Les femmes, c'est bien connu, préfèrent deviser de leurs oivres, de pornographie et d'inceste, sauf quand, telles la Vierge Marie le jour de l'Assomption, elles s'élèvent au firmament pour jeter un pieux regard sur la planète et souhaiter la paix dans le monde.

J'ai une suggestion pour les prochaines élections. Qu'on organise donc un débat sur les hommes. C'est leur tour après tout, et en plus, contrairement aux femmes qui forment 52 p. cent de l'électorat, les hommes ne sont-ils pas, eux, une véritable minorité?

Et, qui plus est, la plus visible de toutes les minorités? Un homme, ça se reconnaît au premier coup d'oeil (enfin, dans la plupart des cas). Un homme, ça prend de la place dans une maison (parlez-en aux femmes qui viennent d'hériter d'un mari à la retraite), ça marche fort, ça parle fort, ça étourdit fort, bref, c'est la minorité visible par excellence. Une minorité avec des problèmes spécifiques qui méritent un débat spécifique.

\*\*\*

Toutes sortes de thèmes viennent à l'esprit. Les chefs pourraient être interrogés, par exemple, sur les budgets qu'ils entendent consacrer à la recherche sur les maladies de la prostate, ainsi que sur ces autres calamités qui affligent la gent masculine — calvitie, maux de dos, ulcères du duodénum...

Les panelistes pourraient aussi les acculer au pied du mur sur des sujets particulièrement explosifs: quand le gouvernement rouvrira-t-il les tavernes, ces refuges pour hommes harcelés? Quand mettra-t-il fin à l'exploitation dont sont victimes les «gogo boys»? Pourquoi n'y a-t-il encore qu'un seul «role model» intéressant à la télé — le Jean-Paul des «Dames de coeur»? Quand le gouvernement va-t-il éliminer la taxe de vente sur les autos, les motos, les *jock strap*, les cigares, les outils Black and Decker et les rasoirs à batterie?

Ensuite, quand on aura terminé avec ce petit exercice, on reviendra au vrai panel, et aux grandes questions: libre-échange, constitution, environnement, fiscalité...

## NECROPHILIE

Par nécessité plus que par passion, Ed Broadbent ne peut se passer du Québec... dont le caractère distinct est de contenir 75 beaux gros comités — le plus gros réservoir de votes après l'Ontario.

Mais parmi les nombreux problèmes qu'affronte ici le NPD, il y a le fait qu'il va à rebours de la sensibilité populaire sur la question du libre-échange.

Le Québec est la province la plus favorable au libre-échange. C'est également la seule où la philosophie anti-libre-échangiste n'est défendue par aucun parti politique provincial, puisque tant le premier ministre Bourassa que son adversaire Jacques Parizeau en sont d'ardents partisans. Contrairement au Canada anglais, où les intellectuels sont à l'avant-garde de la lutte contre le libre-échange, l'intelligentsia québécoise y est plutôt sympathique, et quand elle s'en inquiète, c'est d'une manière toute théorique et assez flegmatique. L'opposition, limitée aux centrales syndicales, ne déborde pas dans la population.

Incapable de convoquer un seul leader politique québécois à la rescousse de son option, que fait Ed Broadbent? Il invoque les mannes des morts, citant à sa défense Jean Lesage et René Lévesque... dont il dit qu'ils seraient, s'ils vivaient aujourd'hui, contre le libre-échange au nom de l'autonomie provinciale sur les ressources énergétiques. Voilà une bonne façon de s'assurer de n'être pas contredit. Tant qu'à y être, il aurait aussi pu rajouter quelques autres défunts à la liste — Bertrand, Duplessis, pour qui pas Honoré Mercier?

(En réalité, René Lévesque, le plus américanophile de tous nos premiers ministres, voyait le libre-échange d'un fort bon oeil, à l'instar des Bernard Landry et des Parizeau, et nul doute qu'il en serait aujourd'hui partisan.)

M. Broadbent a prudemment attendu d'être le plus loin possible, à Vancouver, pour invoquer les morts et déplorer la position de Robert Bourassa... Prudence indiquée, car à répéter ici cette vieille litanie, il s'exposait à se faire remettre à sa place par le premier ministre québécois, qui lui a déjà répliqué verbalement, données concrètes à l'appui, que le traité ne menace aucunement l'autonomie provinciale en matière d'énergie.

## MALADES MENTAUX

## ET NOUVEAUX-NÉS

Les malades mentaux pourront voter le 21 novembre, la Cour fédérale ayant déclaré inconstitutionnelle la loi qui excluait de l'électorat les malades internés en institution psychiatrique.

Cette décision ne touche pas les handicapés mentaux ordinaires comme vous et moi, qui se promènent en liberté et administrent, pour le meilleur ou pour le pire (surtout pour le pire), leurs propres biens.

La décision concerne les malades hospitalisés pour de longues périodes et dont les biens sont administrés par la curatelle — ceux, donc, qui sont vraiment très malades et très «coupés» de la réalité. (Sous prétexte de «désinstitutionnalisation», les hôpitaux rejettent maintenant à la rue tous les malades mentaux le moins mentalement fonctionnels.) Ainsi, les grands malades incapables d'administrer leurs biens, de régir leur vie quotidienne et d'appréhender les réalités les plus élémentaires, se prononceraient sur les grandes orientations du pays. (Espérons au moins que personne, dans leur entourage, ne leur dira où faire leur croix.)

J'ai hâte de voir comment voteront ces messieurs-dames de Robert-Giffard et de Louis-Hypolite-Lafontaine. S'ils penchent tous en bloc pour un même parti, voilà qui s'appellera le baiser de la mort.

Le prochain pas sera sans doute d'accorder le droit de vote aux enfants. Vous croyez que je blague? Pas du tout. A Toronto, June Callwood, l'écrivain respecté, de même que d'autres bonnes âmes, militent en faveur de l'octroi du droit de vote aux enfants — tenez-vous bien — de 0 à 18 ans. Textuel. Zéro à 18 ans, donc à partir du berceau. C'est ce qu'écrivait cet été Mme Callwood dans le *Globe and Mail*, et elle ne riait pas. Si jamais cette idée franchit la barrière du ridicule (ce qui ne m'étonnerait pas, au point où nous en sommes), ce sera d'abord intéressant de voir quel parti aura la faveur des nourrissons.

## RÉPLIQUE

## L'agriculture québécoise et le libre-échange

Le président général de l'Union des producteurs agricoles répond ici à l'éditorial d'Alain Dubuc publié vendredi dernier sur l'agriculture et le libre-échange.

JACQUES PROULX

■ Votre éditorial du 14 octobre intitulé «Des fermiers ouverts» est injuste dans plusieurs de ses appréciations quant à l'agriculture québécoise face au libre-échange d'une part; et, d'autre part, certaines de vos affirmations ne sont pas exactes.

Je ne veux pas ici enclencher une polémique. L'opinion publique connaît la position de l'Union des producteurs agricoles dans le dossier du libre-échange. L'annonce faite dans le *Globe and Mail*, et que vous commentez, doit être placée dans sa perspective réelle.

D'abord, attribuer un avis favorable au libre-échange à «des groupes d'agriculteurs» n'est pas exact. En effet, mis à part les secteurs de la viande rouge et les céréales, aucun des quelque 30 signataires de l'annonce en question ne représente des producteurs agricoles. La menace américaine, sur leurs propres marchés d'exportation, les affole.

Il faut noter que les trois Pools de producteurs céréaliers les plus importants au Canada et regroupant la très grande majorité des

producteurs n'ont pas endossé cette annonce. Même pour les associations porcines, le Conseil canadien du porc et la Fédération québécoise ont refusé d'endosser cette publicité.

Ce sont en grande partie des transformateurs et même des importateurs comme la «Lamb Feeders of Canada» qui, à l'évidence, ont pris le leadership de cette publicité afin de répondre aux dix-huit entreprises de transformation qui, début septembre, publiaient dans tous les journaux, y compris au Québec, leur opposition à l'Accord Mulroney-Reagan.

De plus, aucune des productions citées dans l'annonce ne concerne fondamentalement le Québec. Qu'en est-il du lait, des oeufs, de la volaille ou des fruits et légumes?

Aucun transformateur québécois, et pour cause, n'a endossé le point de vue en question.

Qui plus est, un bon nombre de signataires se retrouvent dans le domaine céréalier et des oléagineux... qui bénéficient largement de subventions diverses à l'exportation!

Aucun signataire n'est membre de la Fédération canadienne de l'agriculture.

Venons-en maintenant au Québec même et au rôle que vous y faites jouer à l'Union des producteurs agricoles.

D'abord, s'il est vrai que nous sommes le seul syndicat agricole — et ceci avec grande fierté — il est faux de dire que tous les agri-

culteurs «doivent être membres» de l'UPA. L'adhésion à l'UPA est totalement libre et c'est sur cette base que 88% des producteurs et productrices québécois nous font confiance.

Si l'UPA n'émet «qu'un seul son de cloche» par rapport au libre-échange, c'est parce que nos mandats, et spécifiquement celui du président, sont clairement formulés à la base. Non seulement 15 congrès régionaux et les 2 congrès nationaux des deux dernières années ont unanimement demandé à leurs élus de faire la bataille à ce traité Mulroney-Reagan, mais en plus, par un sondage Sorecom que nous avons commandité, 87% de nos membres exprimaient leur opposition au traité, et cela il y a moins d'un an. Uniquement 4% d'entre eux y trouvaient du positif.

Si je ne vous ai pas répondu avant, c'est que j'étais en Europe, justement sur la question du commerce agricole international, le CATT. Et ceci est directement relié au libre-échange.

Ainsi avons-nous pu constater là-bas le double langage tenu par le gouvernement du Canada. D'une part, ici, il promet de maintenir l'essentiel des outils de la politique agricole bâtie depuis 25 ans. Mais, d'autre part, là-bas, il se comporte en porte-parole de la politique américaine et n'a pas même le courage de valoriser notre système canadien.

Bref, quelqu'un quelque part au-

## Un sérieux danger pour l'environnement

Deux spécialistes torontois commentent ici l'éditorial de Frédéric Wagnière en date du 27 septembre sur les craintes que nourrissent plusieurs écologistes à l'égard de l'Accord de libre-échange.

BILL FARKAS  
JEAN BAILLARGEON

Monsieur Wagnière,

■ Votre éditorial intitulé *Coup manqué*, concernant les critiques de l'Accord de libre-échange par les écologistes, fait penser à un aveugle qui juge un éléphant d'après la rugosité de sa trompe. En effet, il nous semble que vous ayez balayé légèrement tous les soucis qu'entretiennent les écologistes au sujet de l'Accord en produisant deux arguments qui, tout compte fait, ne touchent pas vraiment à l'essentiel.

Face à la possibilité réelle d'une détérioration globale de l'environnement, il est à notre avis impératif de reconnaître que l'on ne peut plus séparer l'économie et la consommation de l'état de la biosphère. C'est justement pour cette raison que l'Accord de libre-échange risque d'avoir des répercussions sur l'environnement qui soient beaucoup plus graves que ce que vous laissez entendre dans la discussion toute vraie mais inconséquente de votre éditorial.

Les écologistes se font du mauvais sang à propos de certaines contraintes qui pourraient être imposées par l'Accord et qui ne nous laisseraient d'autre choix que

d'acheter du charbon américain avec une teneur en soufre plus élevée que le charbon canadien. Sur ce point, vous avez sans doute raison: en vertu de l'article 609 de l'Accord, les Canadiens gardent le choix de préférer leur charbon à celui de l'Ohio par exemple, moins propre et plus polluant que celui de l'Alberta. Pour contrecarrer cette préférence cependant, les Américains auraient à leur disposition ce sournais petit recours: contester la décision canadienne en soulevant quelque point technique incertain sur les causes des maux de l'environnement, comme le font de ces temps-ci les lobbyistes aux États-Unis qui essaient de convaincre l'administration Reagan que la source des pluies acides, c'est les canards.

L'argument que vous présentez au sujet du Programme énergétique national et de ses effets sur l'environnement du Grand Nord nous semble être plus faible. L'intervention de l'État pour maintenir le prix canadien du pétrole en-dessous du prix mondial, ainsi que les subventions gouvernementales accordées aux compagnies de pétrole pour encourager l'exploration et l'exploitation dans l'Arctique, sont deux politiques économiques du PEN qui ont bel et bien nui à l'environnement et amené une hausse de la consommation. Cependant, ces pratiques dangereuses sont en vigueur non seulement au Canada, mais dans plusieurs régions de l'Amérique du Nord, et elles ne peuvent être dissociées du marché et de l'économie américaine. Les mécanismes qui seront implantés en vertu de l'Ac-

cord sont une extension de ceux qui sont déjà en place: ils sont conçus en fonction d'une augmentation de la consommation car celle-ci fait tourner les rouages de l'économie. Qui plus est, nous doutons que l'exploration dans le Grand Nord subventionnée par le secteur privé serait moins rapace et négligente que pareille entreprise ne le fut lorsque subventionnée par le gouvernement fédéral.

Vous applaudissez la levée des interventions de l'État, qui donnerait libre cours au marché en matière de décisions économiques. À ce propos, nous désirons apporter deux éclaircissements. Premièrement, vous exagérez le rôle de l'État dans l'économie canadienne: le Canada est un pays avec une économie mixte qui encourage la libre entreprise sans toutefois sacrifier la justice sociale. Deuxièmement, vous préjugez des effets du libre-échange: pour vous, le marché agit dans les meilleurs intérêts des Canadiens. Or, en réalité, ce marché est comparable à un organisme géant qui respire, qui rampe et qui se nourrit aux États-Unis. Tout marché libre est façonné par les gens qui le produisent. Or, le marché qui nous concerne aujourd'hui est une invention américaine et il porte avec lui les valeurs et les rêves de ses concepteurs. Et à moins de nous montrer plus vigilants, nous perdrons notre souveraineté sous hypnose: le marché libre américain entrera chez nous à travers les fissures de l'Accord, et leurs valeurs infiltreront les nôtres.

Plus nous saisissons ce danger, il suffit de constater que depuis une trentaine d'années, la croissance

économique et la croissance militaire sont deux jalons bien plantés de la libre entreprise aux États-Unis et qu'elles sont deux des composantes les plus fortes et les plus constantes du système de valeurs américain. Il est significatif à cet égard de remarquer que les Américains, d'après quelques sondages récents, accordent beaucoup moins d'importance aux questions concernant l'environnement qu'à celles touchant la défense et la croissance économique. Des sondages semblables effectués auprès des Canadiens indiquent que dans notre pays, c'est tout le contraire. Et, selon nous, il y a de bonnes raisons de penser que nos valeurs et priorités dans ce domaine risquent d'être menacées par l'Accord.

Ce traité porte la promesse d'une plus grande prospérité pour tous et d'une meilleure qualité de vie. Or, c'est justement cet idéal de prospérité qui rebute les écologistes qui ont compris que la fixation américaine sur le matérialisme est aujourd'hui le pire ennemi de l'environnement.

Plus nombreux seront les biens de consommation, plus les consommateurs achèteront de biens, et c'est la consommation excessive et insouciante qui mine l'environnement: c'est ainsi que peut s'articuler l'essentiel de l'opposition des écologistes à l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Votre traitement sélectif des critiques et inquiétudes des écologistes ne tient pas compte de leurs positions les plus fondamentales.

Bill FARKAS, B. Sc. B. Eng.  
Jean BAILLARGEON, B.A.  
Toronto

# Sans Chrétien, le Parti libéral n'a plus le même attrait dans Saint-Maurice

RUDY LE COURS  
SHAWINIGAN

Même la présence de Jean Chrétien pourrait ne pas suffire à relancer les libéraux dans Saint-Maurice, la circonscription qu'il a représentée pendant près de 23 ans.

Sa rentrée samedi à Grand-Mère lors d'un dîner-bénéfice à \$100 le couvert est assurée d'un grand succès de foule et fait déjà l'objet de savantes analyses d'observateurs politiques à l'échelle canadienne.

Elle ne saurait par contre faire oublier dès le lendemain aux électeurs de Saint-Maurice que le Parti libéral sans le p'tit gars de Shawinigan a perdu beaucoup d'attrait.

John Turner est ici des plus impopulaires, sa victoire à la direction du PLC ayant été ressentie un peu comme un deuil.

Le porte-étendard libéral, M. Yvon Milette, qui se définit comme « un homme d'action » à cause de sa participation à une kyrielle d'oeuvres de bienfaisance, admet même qu'il lui sera difficile de conserver une des majorités libérales les plus fortes de 1984: « Il n'existe pas deux Jean Chrétien. » Chose certaine, il n'y a pas l'ombre de Turner dans son local: ni photo ni nom.

Le parti compte encore néanmoins sur tout près de 3 000 membres dans Saint-Maurice, résultat d'une course à trois pour l'investiture remportée par M. Milette par moins de 100 voix.

En plus des séquences laissées par cette assemblée, M. Milette est aussi victime du redécoupage électoral qui amène au comté trois villages qui avaient voté bleu à 74 p. cent en 1984.

Puisque M. Chrétien n'est plus dans le décor politique, les gens ont enfin de bonnes raisons pour ne pas voter libéral, affirment les

candidats conservateur et néo-démocrate, dont les organisations paraissent au moins aussi bien structurées que celle de M. Milette.

M. Denis Pronovost, un ancien journaliste du quotidien trifluvien *Le Nouvelliste*, est très connu dans la région.

Candidat conservateur, il affirme incarner un peu l'âme politique mauricienne: « Moi aussi j'ai déjà voté pour Jean Chrétien. »

Il pense que le comté vit sa petite révolution tranquille et dit sentir dans ses contacts avec la population la même désaffection libérale que lors des élections provinciales de 1976.

D'après lui, M. Milette pourrait bien terminer troisième, derrière le néo-démocrate Claude Rompré.

En 1986, ce dernier avait fini nez-à-nez avec le conservateur Robert Leclair au cours de l'élection complémentaire qui avait vu

Gilles Grondin succéder à Jean Chrétien et annoncer sa retraite à peine quelques mois. « Il a fallu Mila et Brian pour qu'il me dépasse au fil d'arrivée. »

Cette fois-ci, son organisation était au point dès le déclenchement des élections, nettement en avance sur celles de ses deux rivaux. Toutefois, il a une côte à remonter: il avait obtenu près de 19 p. cent du vote alors que le NPD obtenait près de 30 p. cent de la faveur populaire au Québec selon les sondages de l'époque et que les conservateurs étaient à leur plus bas.

Chose certaine, il est dans la course et fort respecté de ses deux adversaires.

Cette lutte à trois, une des seules au Québec, capte beaucoup l'intérêt de la région: il ne se passera pas une semaine sans que les candidats n'aient à se mesurer sur une tribune ou une station radio ou télé.



Suzanne Blais-Grenier donne l'accolade à un supporter au cours d'une conférence de presse ou elle a annoncé qu'elle serait candidate indépendante. PHOTO REUTERS

## Suzanne Blais-Grenier repart en campagne

L'ex-ministre est candidate indépendante

AGNÈS GRUDA

L'ex-ministre conservatrice Suzanne Blais-Grenier a pris sa décision: elle briguera les suffrages dans son comté de Rosemont, à titre de candidate indépendante.

En faisant connaître ses intentions, hier, elle a d'emblée réitéré ses accusations sur l'existence d'un système de « péage » dans l'octroi des contrats gouvernementaux. Ces mêmes accusations lui avaient valu l'exclusion du caucus conservateur à la fin de l'été dernier.

Par la suite, Mme Blais-Grenier avait dû quitter les rangs du Parti conservateur, devenant député indépendante de Rosemont.

« Ceux qui profitent des retombées du système de kick-backs se retrouvent à chaque étape du processus de négociation des contrats », a soutenu Mme Blais-Grenier devant une quarantaine de supporters réunis dans une salle d'un HLM pour personnes âgées.

Elle a aussi tenu à répondre à ceux qui lui ont reproché d'avancer des accusations sans preuves: selon Mme Blais-Grenier, la corruption existe bel et bien et « tout le monde le sait; le fait de ne pas avoir de preuves recevables devant un tribunal n'y change rien. C'est comme vouloir prouver l'existence de la mafia, a-t-elle fait valoir plus tard, répondant à la question d'un journaliste.

À plusieurs reprises, les militants armés de pancartes ont interrompu le discours de la candidate en scandant: « Blais-Grenier, Blais-Grenier... »

### Une campagne « québécoise »

L'ancienne ministre d'État aux Transports affirme avoir longuement réfléchi avant de se lancer dans la bataille. « On pourrait juger que cette campagne électorale est déjà terminée. M. Mulroney grimpe constamment dans les sondages, le parti de M. Turner se décompose littéralement sous

nos yeux, tandis que le NPD et son chef espèrent recueillir les miettes, et peut-être former l'opposition officielle. »

Si Mme Blais-Grenier a malgré tout choisi de plonger, c'est, dit-elle, pour sortir de l'oubli les thèmes dont Brian Mulroney préfère ne pas parler: les effets du libre-échange, le déficit et la dette canadienne, l'éventualité d'une TVA (taxe sur la valeur ajoutée) qui toucherait le secteur de l'alimentation, la politique d'immigration et les programmes sociaux, en plus de dossiers concernant plus spécifiquement Rosemont.

« La présente campagne met en lumière ce qu'il y a de plus québécois dans nos machines politiques » et met de côté les enjeux véritables, déplore-t-elle.

Dans son discours d'hier, Mme Blais-Grenier s'en est surtout pris à Brian Mulroney, évitant d'évoquer les autres partis et leurs candidats locaux. Mais elle s'est défendue d'avoir voulu, en repartant en campagne, se livrer à une vendetta contre son ancien chef.

Pour le moment, Mme Blais-Grenier n'a pas de programme électoral à proprement parler. Dans son discours d'hier, elle s'est contentée de poser des questions. Et d'affirmer que l'essentiel « n'est pas de miser sur le cheval gagnant, comme à Blue Bonnet, mais d'évaluer quelle sorte de société nous voulons construire. »

Selon un organisateur de l'association de Mme Blais-Grenier, M. Luc Trottier, la majorité des militants du comté ont suivi la députée de Rosemont lorsque celle-ci a quitté le Parti conservateur. L'organisation de l'ex-ministre peut compter sur un noyau d'une cinquantaine de militants, estime M. Trottier.

Mme Blais-Grenier avait gagné les élections de 1984 avec une majorité de 1 305 voix. Cette fois, elle devra affronter un nouveau et « ministrable » candidat conservateur, Benoit Tremblay, le libéral Jacques Guibault et le néo-démocrate Giuseppe Sciortino.

## Turner s'apprête à dévoiler sa politique sur l'avortement

Presse Canadienne  
OTTAWA

Les Canadiens connaîtront bientôt la politique du Parti libéral sur l'avortement, s'il faut en croire la députée libérale Lucie Pepin.

« Je pense que John Turner annoncera la position du parti au cours des prochains jours, et que ce sera une position humaine et modérée », a affirmé mercredi Mme Pepin, au cours d'une émission télévisée du réseau anglophone CTV.

Plus tôt, cette semaine, M. Turner s'est refusé à dire s'il divulguerait la politique de son parti en matière d'avortement avant les élections fédérales du 21 novembre. « En temps et lieu », avait-il répliqué aux journalistes qui l'interrogeaient pendant sa tournée électorale au Québec.

Mais la rumeur d'une annonce imminente a persisté: ce serait cette semaine, ou lors du débat télévisé des chefs, les 24 et 25 octobre.

La loi de 1969 sur l'avortement, que M. Turner, alors ministre de la Justice, a parrainée aux Communes, a été décrétée inconstitu-



Lucie Pepin

tionnelle en janvier dernier par la Cour suprême du Canada.

M. Turner et le premier ministre Brian Mulroney s'opposent tous deux personnellement à l'avortement. En revanche le Nouveau Parti démocratique et son chef Ed Broadbent soutiennent que c'est une affaire qui ne concerne que la femme et son médecin.

Prenaient part à l'émission, outre Mme Pepin, la ministre chargée des Affaires des femmes Mme Barbara McDougall et la députée néo-démocrate Marion Dewar.

## La CEQ contre les conservateurs

ANDRÉ PRATTE

Les dirigeants de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) recommandent à leurs membres de voter contre le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, mais ils ne donnent leur bénédiction ni aux libéraux de John Turner, ni au NPD d'Ed Broadbent.

C'est du moins le sens des propositions que fera aujourd'hui le bureau national de la centrale aux 250 délégués qui sont réunis en conseil général à Montréal. Les délégués devraient voter sur ces propositions en fin d'après-midi.

Interrogée hier par *La Presse*, la présidente de la CEQ Lorraine Pagé a tracé un bilan fort négatif des quatre années

de pouvoir du Parti conservateur.

« Le libre-échange, la façon dont il est intervenu dans des conflits de travail, les coupures dans les services sociaux et dans le budget du ministère de l'Environnement, les dépenses militaires... Finalement, ce gouvernement n'a supporté aucune de nos positions. »

Quant aux deux autres partis, Mme Pagé estime qu'« aucun ne donne de garanties suffisantes qui justifient un appui inconditionnel ». Au NPD, plus proche des positions sociales de la CEQ, la présidente de la CEQ reproche son appui à la loi C-72 sur les langues officielles: « Le NPD approuve ce qui est pour nous une intrusion du gouvernement fédéral dans un domaine de compétence provinciale exclusive. »

## Des luttes féroces font rage au N.-B.

MARIO FONTAINE  
envoyé spécial

La Presse À MONCTON

Si la campagne électorale paraît terne et ennuyeuse dans certaines régions du pays, il en va autrement au Nouveau-Brunswick. On s'y échange déjà les coups bas, et des luttes féroces font rage dans plusieurs circonscriptions:

« Le poil va revoler dans Gloucester », prédit par exemple le sénateur Roméo LeBlanc. Un ministre du libéral Frank McKenna s'y frotte à Jean « vrom vrom » Gauvin, un dur à cuire de l'ancien régime Hatfield;

« Vous vous rappelez de ces images à la télévision, montrant Mila Mulroney bousculée par des protestataires qui exigeaient le maintien des ateliers de réparation du CN à Moncton? Le député de la place s'en souvient très bien, lui. Et il a fort à faire pour convaincre ses commettants que c'est de l'histoire ancienne, qu'il faut voter conservateur à nouveau;

« Nouveau coup à l'Édouard Desrosiers, cette fois contre le député conservateur Albert Girard (Restigouche). Celui-ci a eu maille à partir avec la justice il y a 19 ans, pour ce qui ne lui vaudrait

sans doute aujourd'hui qu'une amende de \$25. Mouvement de sympathie chez les électeurs acadiens, lesquels déplorent qu'on ressorte une vieille histoire pour laquelle il a obtenu un pardon royal. Levées de sourcils en revanche chez les anglophones, qui trouvent cela beaucoup plus shocking.

Mais le vrai problème des conservateurs n'est pas là. C'est plutôt qu'en remportant neuf des dix sièges de la province en 1984, ils n'ont pour ainsi dire aujourd'hui rien à gagner et beaucoup à perdre dans cette élection. D'où les efforts éfrénés du Parti libéral de reprendre trois des quatre circonscriptions qui lui étaient virtuellement acquises depuis Sir Wilfrid Laurier.

Une belle bataille se déroule dans le comté de Gloucester, entre deux anciens ministres provinciaux des pêches: Doug Young pour les libéraux, Jean Gauvin pour les conservateurs. Ministre à Fredericton jusqu'à l'an dernier, ce dernier avait la réputation de monter des comptes de dépenses astronomiques. On le surnomme « vrom vrom », en souvenir de la Trans-Am qu'il s'était choisie comme voiture ministérielle...

Les conseillers de Brian Mulroney auraient tout fait, dit-on,

pour ne pas l'avoir dans leur équipe. C'était sans compter la détermination de ce politicien roublard, qui a réussi à passer sur le dos du député sortant en le battant à son assemblée d'investiture!

Son opposant Doug Young n'est pas exactement un novice non plus. Il peut compter sur l'appui actif des troupes libérales de Frank McKenna. Et tout particulièrement sur l'aide directe de la vice-première ministre Aldéa Landry, qui défaisait M. Gauvin l'automne dernier. « Les gens n'ont pas oublié les extravagances de Jean », soutient-elle.

Ça joue également dur dans Moncton. Le député sortant, Dennis Cochrane, s'était acquis une confortable majorité en 1984. Mais la fermeture des ateliers du Canadien national lui a donné un coup: « L'onde de choc est encore là, bien sûr, mais les électeurs comprennent de plus en plus que le monde du rail change. Des 1 020 travailleurs touchés, on n'en compte que 143 qui sont véritablement partis sans rien. Et la plupart d'entre eux ont maintenant trouvé autre chose », nous affirmait-il hier.

M. Cochrane s'était rangé dans le clan des « dinosaures » lors de l'étude de la loi sur les langues officielles, lui qui représente une

circonscription à 35 p. cent francophone. Mais il s'est finalement abstenu de voter. « Je ne suis pas un redneck », assure cet ancien maire de Moncton. « C'est le genre de situation où on perd des deux bords ». Le taux de chômage n'est que de 8,2 p. cent à Moncton, l'un des plus bas des Maritimes. C'est le maire actuel, le libéral George Rideout, qui tentera de reprendre ce comté rendu célèbre par un autre ancien maire, Leonard Jones, francophobe notoire.

Fait à noter, le « scandale » du thon avarié est oublié. L'usine de la Star Kist fonctionne en effet à nouveau à plein rendement et libéraux comme néo-démocrates se réjouissent de voir les choses revenues à la normale. Carleton-Charlotte est un comté « bleu » depuis des générations. Et s'il vira rouge cette année, ce ne serait pas à cause du thon mais du libre-échange, vertement dénoncé par les industriels de la région.

On s'attend d'ailleurs ici à ce que le sud et l'ouest de la province, traditionnellement conservateurs, le demeurent. La plupart des libéraux eux-mêmes concèdent par ailleurs la victoire au ministre du Tourisme Bernard Valcour, qui représente un comté très majoritairement francophone, Madawaska-Victoria.

## Électogrammes

### DERNIER JOUR DU RECENSEMENT

C'est aujourd'hui le dernier jour du recensement électoral. Si les recenseurs ne vous ont pas encore rendu visite, communiquez au plus vite avec le bureau local d'Élections Canada pour vous assurer que votre nom sera inscrit sur la liste. La période de révision des listes électorales se termine le 4 novembre.

### L'HOMME QUI PLANTERA DES ARBRES

Samedi prochain, le candidat néo-démocrate dans Montmorency-Orléans Eric Gourdeau, 64 ans, prendra sa pelle et sa brochette et entreprendra la traversée de son comté. Dans la brochette, il transportera... des épinettes de Norvège, qu'il plantera lui-même chez les électeurs qui en voudront bien. Et à qui il offrira aussi un petit drapeau aux couleurs du parti. Et si les gens veulent bien de l'arbre, mais non du drapeau? « On n'a pas fini d'en discuter avec M. Gourdeau, mais je crois bien qu'on va leur donner l'arbre quand même », a assuré un militant du comté, M. Danny Pelletier. L'opération durera jusqu'au 21 novembre, et constituera la principale activité électorale de l'association néo-démocrate locale. Fort de son expérience d'ingénieur forestier et de... président des clubs 4-H, M. Gourdeau, un ancien collaborateur de René Lévesque, a voulu ainsi faire une campagne originale, mettant l'accent sur ses préoccupations écologiques. Ça coûtera 12 cents l'arbre (on pense en planter au moins 3 000) et huit cents le drapeau.

### BORDELEAU À LAVAL

Mark Bordeleau, cet aspirant-candidat bloqué par la machine du Parti libéral dans Laval-des-Rapides, a vite été récupéré par la candidate du PLC dans le comté voisin de Laval, Mme Céline Hervieux-Payette. Bordeleau a accepté d'agir comme agent d'information pour Mme Hervieux-Payette. On raconte qu'il a amené des membres de son organisation de Laval-des-Rapides avec lui. Céline Hervieux-Payette représentait le comté de Mercier aux Communes jusqu'en 1984.

### HEUREUX RETARD?

Brian Mulroney peut respirer: une maison d'édition qui devait faire paraître, en pleine campagne électorale, un livre extrêmement critique à son égard, a décidé d'annuler le projet. Le livre, signé par l'écrivain torontois Norman Snider, dépeint le chef conservateur comme un « hypocrite passionnément ambitieux, prêt à toutes les flatteries et à toutes les concessions pour faire progresser sa carrière. » Plus encore, M. Snider présente Brian Mulroney comme un valet des intérêts américains, sous l'empire duquel le Canada « est en train de renoncer à son statut de puissance moyenne (...) pour se contenter du rôle de nation satellite ». Bref, tout ce qu'il faut à la veille d'un scrutin portant un peu beaucoup sur le libre-échange... La maison d'édition Random House affirme avoir rompu le contrat parce que l'auteur n'a pas su respecter les délais. Le moins qu'on puisse dire, c'est que John Turner n'a pas eu la même chance avec le *Reign of Error* du journaliste Greg Weston. Selon l'agent de M. Snider, tout danger n'est pas encore écarté pour Brian Mulroney, puisqu'une autre maison d'édition envisagerait de publier le livre.

### TURNER VS TURNER

Le chef libéral John Turner aura à affronter son homony-

me dans la circonscription de Vancouver-Quadra. Homonyme à une lettre près, puisque le candidat qui portera les couleurs (et la corne) du Parti rhinocéros s'appelle John C. Turner. À moins que le C n'ait été ajouté pour éviter tout danger de confusion?

### UNE CHANSON POUR BRIAN

L'organisation Dignité rurale du Canada (Rural Dignity of Canada), qui proteste contre la privatisation des bureaux de Poste dans les régions rurales, a l'intention de suivre Brian Mulroney à la trace durant la campagne. Pour appuyer ses revendications, la coalition a même composé une chanson, qui dit à peu près ceci (traduction libre): *Il a sonné son appui aux bureaux ruraux pour s'assurer nos voix, mais il a changé d'idée en prenant le pouvoir, et les promesses se sont envolées...* L'opération de privatisation des bureaux de Poste dans les campagnes se poursuit actuellement, mais cinq gouvernements provinciaux — la Saskatchewan et les quatre provinces Maritimes —, ainsi que des dizaines de municipalités, contestent le projet.



Mandala Zamba

### M. ZAMBA CHEZ LES NÉO-DÉMOCRATES

Les Canadiens d'origine africaine sont plutôt rares dans le décor politique canadien, mais il y en a. A preuve: Mandala Zamba, originaire du Zaïre, et président de l'association néo-démocrate dans Anjou-Rivière. M. Zamba était un militant du RCM dans le district 58 aux dernières élections municipales. C'est un Canadien d'origine italienne, Vincent Marchione, qui porte les couleurs du NPD dans cette circonscription. Zamba signale que le comté compte plusieurs milliers d'Haïtiens, et que cette clientèle n'est pas indifférente à sa présence dans l'organisation du NPD.

### LES VERTS SE SENTENT EXCLUS

Le Parti vert du Canada s'indigne de ne pas avoir été invité à participer au « débat des chefs ». Dans un communiqué, le leader du parti, M. Seymour Trieger, affirme que l'électorat devrait avoir accès à d'autres visions que celles présentées par les trois principaux partis. Les Verts n'ont pas l'intention d'en rester là: ils affirment qu'ils tenteront d'obtenir une injonction afin de pallier cette absence.

AGNÈS GRUDA

# LES CONSOMMATEURS SE PRONONCENT SUR LES HEURES D'OUVERTURE

Une équipe indépendante du personnel des Pharmacies Jean Coutu a effectué les 9 et 10 octobre 1988 (le dimanche et le jour de l'Action de grâce), dans les pharmacies Jean Coutu, une enquête pour connaître l'opinion des consommateurs sur la loi des heures d'ouverture des commerces.

Quatre questions ont été posées à chaque consommateur, dont la photo apparaît dans cette page.

L'enquête s'est déroulée dans les villes de Trois-Rivières, Québec, Drummondville, Sherbrooke, la Rivière-Sud de Montréal, Montréal et Laval.



J'appuie le maintien des heures du dimanche chez Jean Coutu, parce qu'on travaille tous les deux et que j'y trouve tout ce dont j'ai besoin. J'espère donc que l'allure du magasin restera tel qu'il est et qu'il restera ouvert car on peut avoir besoin de médicaments n'importe quand. Les PIC sont "une nécessité".

Huguette Rochon Hull



J'appuie les heures actuelles et c'est une nécessité pour nous. On ne choisit pas le temps d'être malade. Et je désire que le local et les heures d'ouverture restent les mêmes. Si on vient pour une ordonnance, on a souvent besoin d'autres choses. J'aime beaucoup les Jean Coutu et je suis les annonces depuis longtemps. Plusieurs parents de ma famille font de même.

Dianette Camirand Lethick Ste-Ange de Laval



J'appuie les heures de semaine et du dimanche chez les Jean Coutu. Ça nous permet de nous payer des petites gâteries. De plus, il ne serait pas logique de modifier le magasin. C'est bien comme ça. C'est vrai qu'on retrouve de tout chez Coutu et à bon prix si on compare avec d'autres. C'est une idée géniale que d'avoir parti les Jean Coutu.

Jean Ribedy Trois-Rivières

C'est pratique d'aller chez Jean Coutu jusqu'à 11 heures le soir et le dimanche.



La semaine, on n'a pas beaucoup de temps. Il est donc très utile de pouvoir magasiner le dimanche et le soir. Ça me dépanne beaucoup surtout avec des enfants. Je n'approuverais pas des modifications du local. Les items sont à notre portée et c'est bien ainsi. Nous venons presque à tous les dimanches.

Anne Parent Bernière, Qué.

Je travaille à l'extérieur, je ne peux faire autrement que de magasiner le dimanche. C'est un acquis qu'il faut respecter.



Si les heures d'ouverture ne dérangent pas les employés, moi ça me rend bien service, car ça répond à un besoin surtout le soir et le dimanche. Quant aux produits alimentaires, je n'en achète qu'en de rares occasions. Je n'approuverais pas les changements dans le local, les prix dans le marché sont déjà assez élevés et ça briserait l'esthétique des magasins Coutu.

Michel Salmador Ste-Foy, Qué.



Moi, je viens surtout le dimanche et je m'y rends toutes les semaines et je vais certainement continuer à le faire. Ça ne me dérange pas du tout de venir le dimanche, parce que c'est une nécessité et ça rend service à toute la population. Vous n'avez qu'à voir les clients qui viennent ici le dimanche. Ils doivent s'y rendre comme moi pour le choix et les bons prix.

Joanne Asselin Ste-Foy, Qué.



J'appuie le maintien des heures d'ouverture actuelles, parce que je travaille à l'extérieur et que je ne peux pas toujours faire autrement que de magasiner le dimanche. D'ailleurs, beaucoup d'autres travailleurs sont dans la même situation.

Claudette Bernier Cap Rouge, Qué.



Je suis entièrement d'accord à maintenir les heures actuelles d'ouverture. Nous, on fait environ 20 milles pour venir magasiner chez Jean Coutu où on trouve de tout à de très bons prix, meilleurs qu'ailleurs. Tu fais le tour et tu sors avec une bonne commande. Il ne faudrait pas séparer le local pour aucune considération.

Bernard Fleury Rang St-Léonard, Nicolet



Je tiens à maintenir les heures actuelles, je travaille de nuit et c'est très important pour moi. Ça me permet de me procurer tout ce dont j'ai besoin, au cas où j'aurais oublié pendant la semaine, je tiens à ce que le magasin reste tel quel. On vient ici parce qu'on aime le magasin et que les prix sont plus compétitifs.

Mario DeGrandpré Drummondville



J'appuie entièrement les heures actuelles d'ouverture parce que je travaille à l'extérieur et que ça ne me dérange pas du tout de venir le dimanche. J'y trouve tout ce que je veux à des prix avantageux et j'en suis satisfaite. Je crois que le gouvernement devrait s'occuper d'autres choses importantes et laisser une liberté d'ouverture aux entreprises.

Sylvie Paré Drummondville



J'appuie totalement le maintien des heures d'ouverture. Ça m'accorde beaucoup parce que je n'ai pas le temps pendant la semaine. J'y viens donc toutes les semaines. De plus, je ne tiens pas à voir modifier le local. C'est un acquis qu'il faut respecter. Je viens chez Jean Coutu pour la variété des marchandises et les bons prix.

Daniel Ducharme Sherbrooke



J'appuie le maintien des heures actuelles. C'est très pratique et essentiel pour la pharmacie. Je fais de 8 à 9 milles pour venir ici parce que je sais qu'ils sont ouverts le dimanche et les soirs. Je favoriserais même une ouverture toute la nuit dans la région et si c'était un Jean Coutu, tant mieux.

Paulline Paradis St-Elie D'Orford



Mon entier appui va au maintien des heures actuelles d'ouverture. Ça me dépanne beaucoup et les prix me conviennent. À la dernière minute, je peux trouver un cadeau et une carte de souhait avant d'aller à l'hôpital. Je suis certaine de trouver quelque chose qui me plait. Je ne tiens pas à ce que le service du dimanche change ou disparaisse.

Carole Ballargeon Martville, Co. Compton



J'aimerais que les heures restent tel quel. On peut se fier à ces services surtout avec des enfants. Même pour les denrées alimentaires, c'est très pratique. Les clients seraient déçus advenant la disparition des services parce qu'ils y sont habitués. Et si les locaux devaient être modifiés, les prix augmenteraient. Il faut donc garder la situation actuelle.

Doris Rivière Verdun



Je fais environ 15 milles pour venir chez Jean Coutu. J'appuie donc le maintien des heures actuelles. C'est déjà un fait acquis. On y est habitués et c'est très pratique de trouver ce qui peut nous manquer quand on s'y attend le moins. C'est également plus relaxant de magasiner le dimanche que la semaine. On a plus de temps à nous.

Jocelyne Lachance Omerville, Magog



Je m'occupe d'un centre pour personnes âgées. Ces gens ne peuvent se déplacer et ont besoin de quelque chose à toute heure. Je peux aller chez Jean Coutu jusqu'à 11 heures le soir et le dimanche. C'est très pratique. On y trouve de tout à bas prix. Un soir j'ai acheté deux ampoules de veilleuse. C'est important pour les vieux de pouvoir compter sur des services de toutes sortes à toute heure.

Dorothée Goddard Sherbrooke



C'est très commode d'avoir les heures actuelles d'ouverture surtout quand on a des enfants avec des besoins parfois urgents. Aujourd'hui, je manque de couches. Je viens ici. Combien d'autres items variés. De plus, il faut s'adapter au changement et aux besoins des clients. Je favoriserais la libre entreprise et les heures libres.

Katy Quésnel Montréal



Je suis contente d'acheter chez Jean Coutu et j'appuie le maintien des heures actuelles pour tous nos besoins à toute heure et toutes nos nécessités. J'aime la variété dans les magasins Jean Coutu et les spéciaux. Ça me déçoit beaucoup s'il y avait diminution ou disparition des services actuels et je ne serais pas contente de payer plus cher si les magasins devaient apporter des modifications à leur local et hausser leurs prix.

Mme Roméo Leblanc Montréal



J'appuie entièrement le maintien des heures actuelles d'ouverture. Je suis satisfaite de retrouver dans les magasins Jean Coutu tant de produits de santé et autres et je n'aimerais pas voir disparaître tous les services qu'ils nous offrent. Des modifications aux locaux amèneraient une augmentation des prix. Personne n'y est intéressé.

Louise Langdeau Montréal

C'est utile de magasiner le dimanche chez Jean Coutu, surtout avec mon époux et mes enfants.



Je suis bien satisfaite de l'allure actuelle des magasins Jean Coutu et je m'oppose à des changements. De plus, j'appuie le maintien des heures actuelles d'ouverture. On retrouve dans les Jean Coutu tout sur place et c'est très utile de magasiner le dimanche surtout avec mon époux et les deux enfants. Nous aimons la grande variété de marchandises.

Glnette Duplant Verdun



J'aimerais que le gouvernement respecte la volonté des consommateurs. C'est pourquoi j'appuie le maintien des heures actuelles d'ouverture. C'est très utile de pouvoir se dépanner en tout temps. Je serais la première déçue de la disparition des services actuels et je ne favoriserais pas la division des magasins pour ne pas assister à une flambée des prix.

Diane Haché Laprairie



Je suis entièrement d'accord avec le maintien des heures actuelles d'ouverture des pharmacies Jean Coutu et j'apprécie de magasiner le dimanche, parce que je prends mon temps pour acheter toutes les petites nécessités dont j'ai besoin et surtout profiter des spéciaux qu'on nous offre. J'aimerais que la situation reste comme elle est.

Ronald Bateaton Brossard



Je suis une cliente assidue du dimanche. Je ne voudrais pour rien que le magasin Jean Coutu ferme le dimanche, car s'est trop commode. Ça nous permet de magasiner plus lentement, de vérifier tous les spéciaux. Nous nous sentons moins bousculés. On peut de plus acheter certaines denrées qui nous manquent à la dernière minute.

Monique Lefrançois Delsion



Je souhaite que les heures d'affaires et l'atmosphère restent tel quel. Les heures me conviennent parfaitement. C'est très utile et j'en profite souvent le dimanche parce que je n'ai pas toujours le temps sur semaine. De plus, je ne tiens pas à voir des divisions dans le magasin. La qualité des services et les prix pourraient en souffrir.

Jocelyne Bissonette Longueuil



J'aurais bientôt 65 ans et je pourrais profiter d'un rabais spécial consenti aux personnes âgées. Le dimanche et les jours de fête, je trouve que c'est très commode. Je crois sincèrement que la clientèle en général serait déçue de la disparition des services du dimanche.

Adèle Gendron Longueuil



Je suis d'accord pour le maintien des heures actuelles d'ouverture des magasins Jean Coutu et je ne tiens pas à ce que disparaissent ces services. Vous me retrouvez aujourd'hui, jour de fête, dans un Jean Coutu, c'est donc que j'en suis vraiment satisfait. Je trouve également très utile de m'approvisionner de denrées alimentaires, au besoin.

Gérard Beaudet Montréal



J'aimerais beaucoup que le local reste tel quel, sans modification, ce qui pourrait entraîner une augmentation des prix, advenant des changements. J'appuie donc le maintien des heures actuelles d'ouverture et j'espère continuer à m'approvisionner dans la variété de produits. Les clients seraient certes déçus s'il y avait diminution des services.

Monique Lacombe Montréal



Il y a déjà cinq ans que je fréquente les magasins Jean Coutu et j'appuie le maintien des heures d'ouverture actuelles. Beaucoup de clients parmi mes voisins et mes parents seraient très déçus de la disparition de ces services le dimanche. Bien au contraire, j'apprécie de me procurer de tout cette journée-là.

Danielle Florence Pont-Viau

C'est important pour les personnes âgées de pouvoir compter sur des services de toutes sortes et à toute heure.



Je viens toujours dans les Jean Coutu et j'appuie le maintien des heures actuelles. Ça me convient personnellement, parce que je travaille 7 jours par semaine. Aujourd'hui, fête exceptionnelle, j'en profite. Mais habituellement, je m'y rends le soir. Je ne tiens pas à ce que disparaisse l'ouverture du dimanche.

Alice Corbett Pont-Viau



J'appuie le maintien des heures actuelles d'ouverture des magasins Jean Coutu. Ça m'accorde beaucoup et sûrement le public en général. Je suis satisfaite de me procurer les petites nécessités à bon prix et je préférerais que les magasins demeurent tel quel. Des divisions, ça serait embêtant pour tout le monde.

Germaine Venne Laval des Rapides



Je suis satisfait du service actuel et quant aux heures d'ouverture, je souhaite qu'elles soient maintenues comme présentement, sept jours par semaine. J'aime beaucoup la variété qu'offrent les magasins Jean Coutu et je serais déçue s'il y avait disparition de certains services. Ce serait étonnant que de circuler dans des locaux divisés. Laissons les tel quel.

Yves Rousseau Pont-Viau

Le rôle du gouvernement du Québec et du législateur est de respecter LE CHOIX DES CONSOMMATEURS QUI FONT LES LOIS DU MARCHÉ



# Réfection de la gare: Saint-Bruno demande l'aide d'Ottawa

**PIERRE BELLEMARE**  
C'est ainsi qu'il s'est débarrassé de la balle que dans une dizaine de citoyens venant de lui lancer, hier soir au conseil municipal. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, ces citoyens ont promis d'appuyer le maire dans les pressions qu'il entend exercer auprès de l'ensemble des candidats de la région.

Ces citoyens, dont le jeune Patrick Lavallée, étaient du groupe des 5000 signataires d'une pétition, visant à amener la ville à acquiescer à la gare construite en 1902 et que le ministère des Affaires culturelles est disposé à classer monument historique.

**Il sera trop tard**  
Le président de Transport 2000, M. Guy Chartrand, a souligné au maire que Saint-Bruno doit agir rapidement dans ce dossier, « parce que la gare, depuis longtemps laissée à l'abandon, va finir par s'effondrer. Ou encore, le CN va la vendre et elle tombera sous le pic des démolisseurs ».

Le jeune Lavallée a précisé que le CN a exprimé son intention, l'an dernier, de demander à la Commission canadienne des Transports d'enlever à la gare de Saint-Bruno son statut de gare, à condition que l'administration Dulude lui fasse parvenir une résolution l'informant que la ville est disposée à l'acheter.



# Des citoyens contestent à Lac Brome et à Frelighsburg

**PIERRE GINGRAS**  
Deux groupes de citoyens des municipalités de Lac Brome et de Frelighsburg ont décidé de contester en Cour certaines décisions prises par leurs élus.

Dans le premier cas, la contestation s'articule autour du projet de construction d'un réseau d'égout de \$4,1 millions, tandis que dans le second cas, les contribuables reprochent à la MRC de Brome-Missisquoi d'avoir changé le zonage du mont Pinaclé, à Frelighsburg, en vue d'un immense développement récréatif et résidentiel, ce projet ayant été formé sans consulter le public.

À Lac Brome, l'Association des résidents, un petit groupe de pression qui compte une quinzaine de personnes, déposera en Cour d'ici quelques jours, une demande d'injonction afin d'empêcher les autorités d'accorder les permis pour la construction d'un réseau d'égout et d'égout qui doit desservir une centaine de condominiums. Les coûts du projet s'élevaient à \$4,1 millions, une somme considérable pour une municipalité de 4 400 électeurs, affirme la représentante de l'association, Mme Louise Sheils.

En juin dernier, un règlement d'emprunt de \$4,1 millions était adopté par le conseil municipal. Contesté par plus de 500 citoyens et finalement rejeté le 28 août par l'ensemble de la population au cours d'un référendum, le règlement ne fut pas adopté. Toutefois, selon Mme Sheils, les autorités municipales ont fait directement appel à M. Pierre Paradis, député de la circonscription et ministre des Affaires municipales, afin d'obtenir une subvention spéciale qui leur permettrait, en fin de compte, de réaliser l'emprunt en dépit des résultats du référendum.

Par ailleurs, six citoyens de la MRC Brome-Missisquoi ont déposé hier une requête en vue d'annuler une affectation de territoire décrétée par la municipalité régionale de comté. Leur démarche survient toutefois bien après les audiences publiques qui ont été tenues sur le schéma d'aménagement. Selon Mme Hélène Doucet-Leduc, porte-parole du groupe, lorsque le schéma d'aménagement a été présenté au public, la montagne était considérée comme une zone de conservation. Après les audiences, explique-t-elle, la MRC changea l'affectation du territoire en en faisant une zone récréative, sans autre forme de consultation, ce qui irait à l'encontre de la loi.

# Boucherville exige le déplacement d'une voie ferrée controversée

**PIERRE BELLEMARE**  
« Assez, c'est assez! » Le maire de Boucherville, Hugues Aubertin, estime qu'après dix ans de tergiversations, il est temps de déplacer la voie ferrée, qui sépare le « village » de la ville, « parce qu'on ne veut pas d'un autre Mississauga », dit-il.

Propriété du Canadien National, cette desserte ferroviaire transporte quotidiennement des milliers de tonnes de matières inflammables et toxiques, comme le propylène, le méthylène, l'alcool éthylique, le phosphore, et autres, matières utilisées par les usines pétrochimiques de la région.

Un récent sondage de la firme Sorecam confirme que les Bouchervillois, en très forte majorité, considèrent que ce dossier doit être réglé au plus tôt. Une centaine d'entre eux ont d'ailleurs exprimé leurs inquiétudes à ce sujet lors d'une assemblée d'information plus tôt cette semaine.

Selon le maire Aubertin, environ 2 000 familles résident en bordure de la fameuse voie ferrée. À proximité, se trouvent également deux centres d'accueil pour personnes âgées. De plus, sept écoles primaires accueillent chaque jour 2 400 élèves dans un rayon de 500 mètres de la voie, dont les sept passages à niveau, en plein Boucherville, sont traversés par 19 000 véhicules, dont 31 autobus d'écoliers.

En mai 1984, la Commission de protection du territoire agricole du Québec rejetait le tracé proposé pour relocaliser la voie ferrée. Mais cet organisme gouvernemental acceptait le nouveau tracé en juillet 1988.

# MacDonald ne peut plus garantir une décision avant octobre sur le commerce du dimanche

**DENIS LESSARD**  
du bureau de La Presse  
QUÉBEC  
Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Pierre MacDonald, ne peut plus garantir qu'une décision sera prise avant la fin d'octobre, dans le dossier controversé de l'ouverture des commerces du dimanche.

« C'est très serré comme échéancier », a-t-il reconnu hier, soulignant toutefois qu'il espère maintenir son échéancier initial, soit une décision avant la fin d'octobre et un projet de loi déposé à l'Assemblée nationale avant le 15 novembre, date ultime pour présenter un projet de loi pour adoption avant l'ajournement des fêtes.

**À la recherche d'un consensus**  
Selon lui, le prochain caucus des députés libéraux, mardi, devrait permettre de dégager un consensus chez les élus de la majorité. « Ce n'est pas un choix de ministre, mais une décision de gouvernement. Je n'ai pas l'intention de jouer les Don Quichottes », a-t-il ajouté.

M. MacDonald a souligné hier qu'il serait « très déçu si le gouvernement ne pouvait régler cette question avant la fin de 1988 ».

Toutefois, les opinions sont plus que jamais « polarisées » — oppose — quant à l'opportunité d'étendre ou non les heures d'ouverture des commerces. Le rapport présenté il y a deux semaines par le député libéral de Nicolet, M. Maurice Richard, après des mois de travail, « semble avoir polarisé tout le monde contre lui », a-t-il soutenu.

Rappelons que le rapport Richard proposait d'étendre les heures d'ouverture des commerces sur semaine, tout en ne laissant ouvert le dimanche, hormis de rares exceptions, que les magasins qui ont moins de 3 000 pieds carrés de surface. Jusque-là, seuls les commerces comptant moins de trois employés pouvaient ouvrir leurs portes le dimanche.

**Libéralisme**  
Aux yeux du ministre MacDonald, la règle des 3 000 pieds carrés est tout aussi odieuse que celle

# La colline en panne

**Pressé Canadienne**  
OUIBIC  
L'Assemblée nationale a été baillonnée hier à cause d'une panne de courant qui a interrompu ses travaux 10 minutes après leur début.

Ces travaux ne reprendront qu'aujourd'hui, à 14h. La panne serait attribuable à un bris survenu à la boîte d'alimentation du réseau électrique de toute la colline parlementaire. Cette boîte est située dans la tour occupée par le ministère de l'Éducation et connue comme « la tour du G », selon les explications fournies par le responsable de l'aménagement à l'Assemblée nationale, Mme Cecilia Tremblay.

Une équipe faisait les vérifications en fin d'après-midi hier, pour ensuite procéder aux réparations.

Une génératrice d'urgence a pris le relais quelques instants après la panne mais cette génératrice n'assure pas le fonctionnement de la console qui assure la transcription des débats parlementaires, de sorte que le président de l'Assemblée nationale Pierre Lorrain a ordonné l'ajournement des travaux.

# Des milliers de Canadiens attendent le don d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. La Fondation canadienne du rein vous incite fortement à signer une carte de don d'organes.

Des milliers de Canadiens attendent le don d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. La Fondation canadienne du rein vous incite fortement à signer une carte de don d'organes.

Des milliers de Canadiens attendent le don d'un organe qui pourrait leur sauver la vie. La Fondation canadienne du rein vous incite fortement à signer une carte de don d'organes.

# Caplan-Duval PLACE À LA VAISSELLE!

Au fil des années, les fabricants de services de vaisselle ont créé de plus en plus de motifs. Nous avons décidé de liquider les suivants à prix incroyablement bas:

- |   |                                     |   |   |   |   |   |   |  |   |  |   |  |   |
|---|-------------------------------------|---|---|---|---|---|---|--|---|--|---|--|---|
| <b>ADAMS</b><br>Couverts 20 pcs<br>Blue Bell \$230<br>Iris \$230<br>Florida \$230 | <b>PARAGON</b><br>Tree of Kashmir   | <b>ARZBERG</b><br>Swing Line Cloud<br>City West Noir<br>Harmony | <b>AYNSLEY</b><br>Brambletime<br>Flourite<br>Twilight<br>Tradition<br>Heritage<br>Shellbourne | <b>Durham</b><br>Balmoral                       | <b>VILLEROY &amp; BOCH</b><br>Andania<br>Royal Gold<br>Rondo<br>Trio  | <b>NORITAKE</b><br>Breathless<br>Codic<br>Plum Orchid | <b>BLACK SPAL</b><br>Western Rose<br>Santal<br>Greenfield<br>Blue Skies<br>Daffodil | <b>DANKS</b><br>Blossom Brown<br>Christon Haven<br>Brown | <b>COALPORT</b><br>Marlborough<br>Cooley                                    | <b>MIDWINTER</b><br>Invitation<br>Symphony<br>Rhapsody | <b>ROYAL ALBERT</b><br>Hazy Dawn<br>Morning Flowers | <b>JOHNSON BROS</b><br>Orbit, Black, Grey<br>Red Panache Pink<br>Friendly Village<br>Summerfields<br>Willow Blue<br>Nordic<br>Quadra | <b>DANSK</b><br>Jacquard Red<br>Damask Red<br>Hors Indigo |
| <b>MINTON</b><br>Suturn Crimson<br>Suturn Turquoise                               | <b>SPODE</b><br>Harvard<br>Mondrian | <b>ROYAL WORCESTER</b><br>Raffles<br>Mondrian                   | <b>ROSENTHAL</b><br>Favo Linea<br>Favo Blue on Blue   | <b>KAISER</b><br>Maiselle<br>Romantica<br>Dijon | <b>HUTCHENREUTHER</b><br>Fleur de Jais<br>Fleur de Rivoli<br>Comtesse White<br>Comtesse Catherine<br>Maxim Bistro<br>Maxim Pacific<br>Tavola Elysée | <b>ROYAL DOULTON</b><br>Ensemble 20 pièces            | <b>ROYAL DOULTON</b><br>Ensemble 20 pièces  | <b>ROYAL DOULTON</b><br>Ensemble 20 pièces               | <b>DENBY</b><br>Memories<br>Dauphine<br>Twilight<br>Provence<br>Summerfield |  |   |  |   |

# Alerte rouge chez Astral!

**VENTE ÉTIQUETTE ROUGE**  
La garantie Astral du plus bas prix vous assure de toujours acheter au plus bas prix sur le marché\*. De plus, nous avons encore réduit nos plus bas prix avec des dizaines d'achats spéciaux "Étiquette rouge". Venez dans un de nos magasins Astral et comparez vous-même!

**Canon EOS 650**  
Appareil 35mm autofocus à 6 modes d'exposition dont un mode programmé et contrôle de la profondeur de champ. Boîtier \$479.77

**Minolta 370**  
Appareil 35mm reflex à exposition automatique contrôlée au crêt et lecture en momentané possible. Boîtier \$199.77

**MINOLTA FREEDOM III DATE**  
Imprimez la date sur vos photos! \$279.77

**ENSEMBLÉRIE TEC**  
Traitement Électronique Contrôlé et ouverture maximale rapide assurant la fidélité des couleurs et une netteté remarquable. Disponible en montures Canon Minolta MD, Pentax PKA. Garantie 3 ans. \$501.97

**Canon Vivitar TL 125**  
35mm autofocus, appareil programmé avec rebobinage, avance et système DX entièrement automatiques. Avec double objectif, grand angle. \$149

**IMAGE AMX 35**  
35mm autofocus, appareil programmé avec rebobinage, avance et système DX entièrement automatiques! \$99.77

**Garantie Astral du plus bas prix**

**astrol PHOTO**  
VOTRE IMAGE PRESTIGE

50% DE RABAIS sur l'achat d'un 2e CADRE!

3 ALBUMS 12" \$12.99

Appareil de poche format 110 avec 35mm et 50mm. \$19.99

CRÉTECH 600 CASSETTES CHROME AUDIO \$9.99

CASSETTES VIDEO FLI \$12.99

Garantie 3 ans sur tous les produits électroniques.

# LA LIQUIDATION SE TERMINE SAMEDI!

LA PLUS GRANDE LIQUIDATION DE MEUBLES JAMAIS VUE SE TERMINE SAMEDI. PROFITEZ DE VOS DERNIÈRES CHANCES POUR GAGNER! PARTICIPEZ DÈS AUJOURD'HUI!

**Salle à manger rustique**  
\$999

**Classique Sklar Peppler**  
Elegant ensemble à dos de chameau, dans un superbe tissu matelassé. Coussins réversibles en velours de soie polaire. \$969

**Mobilier de chambre à coucher traditionnel**  
4 pièces en chêne. \$1399

**LITIERIE DE QUALITÉ ORTHO ROYALE**  
Matelas 39" et sommier boîte \$259

**Canapé-lit KING-KOIL à dossier piqué en bandes**  
Robuste Herculon Olefin. Le matelas à ressorts s'ouvre pour former un lit double. \$529

**Chaise à oreilles en velours LEWITTES**  
\$299

**plus**

**AUCUN VERSEMENT COMPTANT**

**AUCUN INTÉRÊT**

**AUCUN PAIEMENT AVANT FÉVRIER**

Mobilier / tapis: achat minimum 500\$. Électroménagers: achats minimum 750\$ sur crédit approuvé.

**LEON**

**BULLETIN DE PARTICIPATION**  
DE MOBILIER À GAGNER! CHAQUE SEMAINE

**LAVAL**  
Centre 2000, boul. Saint-Martin Ouest, Laval  
Tél.: Montréal, 336-7741

**GREENFIELD PARK**  
RIVE-SUD  
Centre d'achats Greenfield Park  
399, boul. Taschereau  
Tél.: 468-9400

**AUJOURD'HUI À 12h10**  
**SA PREMIÈRE ENTREVUE**  
**À LA RADIO**



*En exclusivité*  
*au Journal du midi*  
**GILLES PROULX**  
*reçoit*



**BRIAN MULRONEY**  
*Premier Ministre du Canada*

**cjms128**  
RADIO AM STÉRÉO  
AU RÉSEAU RADIOMUTUEL

# Des universitaires dénoncent la torture en Algérie

d'après AFP et Reuter

ALGER

Des universitaires algériens ont dénoncé « avec force » la pratique de la torture par les services de sécurité en Algérie ces derniers jours. Pour sa part, le président algérien Chadli Bendjedid a assuré que les atteintes aux droits de l'homme, durant les émeutes du début du mois en Algérie, seront sanctionnées.

Le chef de l'État a fait cette déclaration en recevant une délégation de la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH, reconnue par l'État), conduite par son président, Me Miloud Brahimi. « Tout dépassement sera sanctionné, dans le strict respect de la loi », a notamment affirmé le pré-

sident algérien, qui a exprimé sa volonté « de promouvoir le cadre légal permettant à toutes les sensibilités de s'exprimer en toute démocratie ». Le chef de l'État a également « encouragé les membres de la LADH à continuer à défendre les droits de l'homme, et à faire état de tout dépassement » dans ce domaine.

Cette déclaration intervient après des révélations de médecins, d'avocats, de professeurs d'université et d'étudiants, sur la torture, les sévices ainsi que sur les arrestations et jugements illégaux qui ont eu lieu avant ou pendant les émeutes de ce mois en Algérie.

Dix cas, au moins, de torture avérés ont été signalés dans la région d'Alger. Les victimes en sont des étudiants, des militants de

gauche, des enseignants, des adolescents et même des enfants. Tous ces cas de torture sont confirmés par des médecins

Les universitaires algériens avaient « dénoncé avec force l'usage de la torture, (électricité, baignoire, bastonnade, sodomisation d'adultes et d'adolescents avec des bouteilles) par les services de sécurité, policiers et militaires, lors des derniers événements, en présence de certaines autorités civiles de haut niveau ».

Ils ont également dénoncé « la torture sous toutes ses formes, physiques et morales, qui s'est institutionnalisée comme mode de traitement des différences d'opinion et des problèmes sociaux » en Algérie et « qu'une cause est perdue dès lors qu'elle

se défend par la torture ». Ils ont aussi formé un « Comité national de lutte contre la torture ».

Les avocats avaient signalé que dans de nombreuses villes d'Algérie, des sessions spéciales de tribunaux de flagrant délit ont eu lieu sans que les prévenus puissent assurer leur défense. Dans certaines villes, les procès se sont déroulés de nuit, et ont donné lieu à des verdicts allant jusqu'à 10 ans de prison, la moyenne se situant entre deux et cinq ans de prison.

La LADH avait, de son côté, condamné ces procès, affirmant qu'ils étaient « illégaux » et demandant que les cas des personnes déjà jugées soient « revus ». La LADH a en outre formé une

« Commission d'enquête sur les atteintes aux droits de l'homme et de la défense à l'occasion des événements » du début du mois. Le président Chadli avait fait suspendre ces procès et fait libérer les mineurs ainsi que les personnes arrêtées pour délit d'opinion.

Par ailleurs, la LADH réclame également l'ouverture d'une autre enquête sur « les carences et les dérives de l'information en Algérie, qui ont stérilisé les médias algériens pour transférer le monopole de l'information aux organes de presse étrangers ». Le 10 octobre dernier, au plus fort des émeutes, un groupe de 70 journalistes algériens s'était élevé contre « l'interdiction d'informer objectivement » sur les événements et avait dénoncé « l'utilisa-

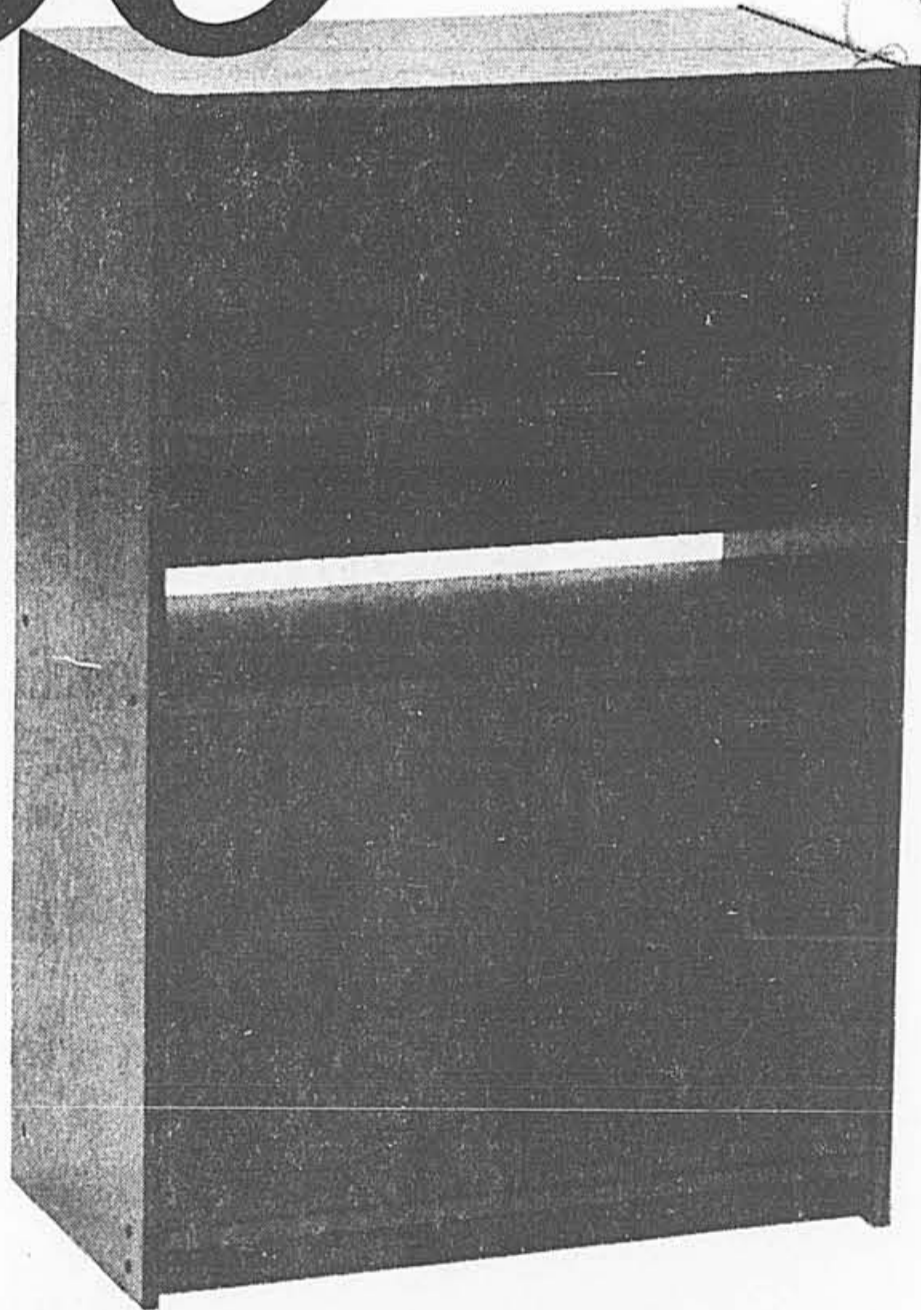
tion tendancieuse des médias nationaux au mépris de toute éthique professionnelle et du droit élémentaire du citoyen à l'information ».

CIRQUE  
DU  
SOLEIL

# IKEA connaît la musique!

# 69\$

MUSIK,  
meuble pour chaîne stéréo.  
Aggloméré revêtu décor noir.  
Deux tablettes ajustables.  
P 40 cm, L 71 cm, H 107 cm.  
630 unités disponibles.  
Limite de 2 par client,  
jusqu'à épuisement des stocks.

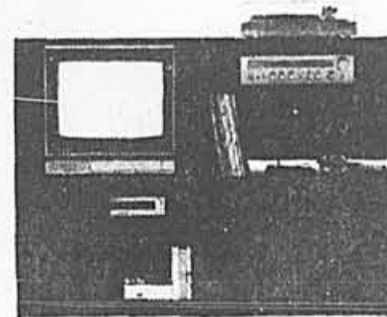


Pour installer votre chaîne stéréo, nous vous proposons à petit prix ce joli meuble pratique et de belle qualité. Vous n'en croyez pas vos yeux? Lisez quand même... pour faire plaisir à vos oreilles. Si notre prix est si bas, c'est d'abord à cause du volume (une grande quantité de commandes). C'est aussi parce que MUSIK est un meuble pour chaîne stéréo, formé lui-même d'une chaîne d'éléments à assembler. Alors...

vous l'assemblez de vos propres mains, vous y installez ce qui plaira à vos oreilles et le petit prix vous saute aux yeux. C'est plein de sens, n'est-ce pas?

MUSIK en stéréo

Deux unités MUSIK s'installent très bien côte à côte pour former un beau coin audio/vidéo.



**IKEA**

Le bon sens à la suédoise

9191, boul. Cavendish, (Sortie Cavendish de l'autoroute Transcanadienne, direction sud) Ville Saint-Laurent. Tél.: 738-2167.

HEURES D'OUVERTURE: lun. à mer. 11h à 18h, jeu. et ven. 11h à 21h, sam. 9h à 17h.

# Deux dirigeants afghans ont été limogés

## Les rebelles bombardent Kaboul : 9 morts

d'après Reuter et AFP  
ISLAMABAD

Alors que les rebelles afghans faisaient pleuvoir une soixantaine de roquettes sur Kaboul, hier, tuant neuf personnes, deux membres du politburo du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) ont été limogés.

Radio Kaboul a annoncé que le comité central du PDPA, discutant de la sécurité de la capitale, a exclu Saleh Mohammad Zerai et Abdolozhur Razmju du Bureau politique et du Secrétariat.

La radio n'a pas indiqué les motifs de ce limogeage, disant que le compte-rendu du plénum du comité central, réuni sous la présidence de Najibullah, chef de l'Etat et du parti, serait publié ultérieurement.

M. Razmju avait été nommé l'an dernier à la tête du

parti à Kaboul, une nomination perçue comme une tentative de numéro un afghan pour renforcer la discipline dans un parti divisé entre la faction Parcham du président et la faction Khalq.

M. Zerai a joué un grand rôle dans l'assemblée tribale qui avait, en septembre 1987, confirmé M. Najibullah pour sept ans à son poste de président.

L'annonce du limogeage est intervenue juste après que l'agence soviétique Tass eut rapporté qu'une soixantaine de roquettes tirées pendant six heures hier par les rebelles sur Kaboul avaient fait neuf morts, dont trois Soviétiques, 18 blessés et détruit ou endommagé de nombreuses maisons.

Soulignant que le bilan de ces six heures de bombardement était encore provisoire, l'agence soviétique a précisé que des femmes et des enfants figuraient parmi les victimes.

Deux autres personnes ont été tuées à Kaboul par l'explosion d'une bombe dans un kiosque à journaux du centre-ville.

Tass a ajouté qu'une vingtaine

de roquettes avaient été tirées contre l'aéroport de la capitale, faisant des blessés et d'importants dégâts matériels. L'aéroport a dû rester fermé plusieurs heures.

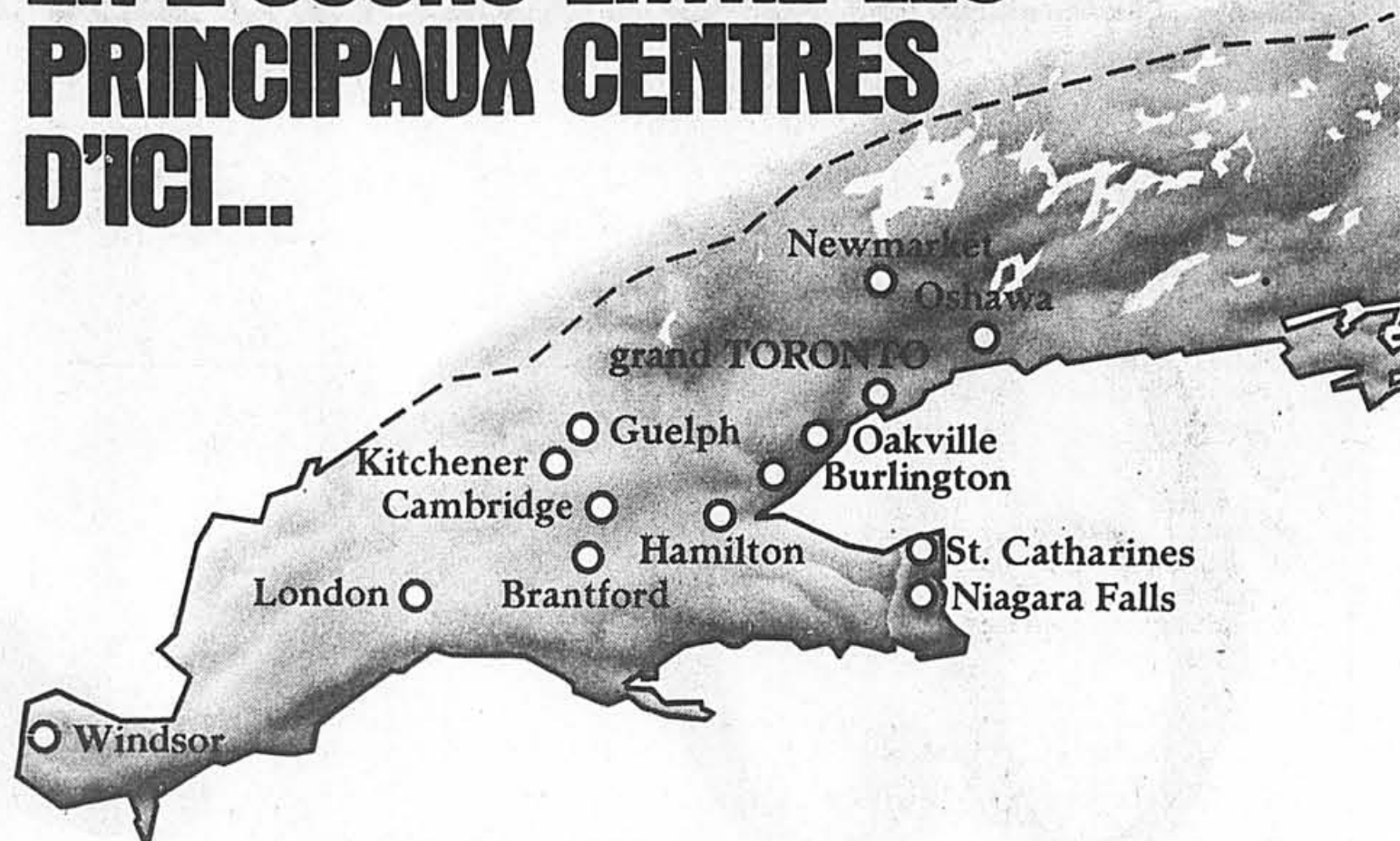
Auparavant, l'agence avait fait état de trois personnes tuées mardi à Jalalabad et Gardez par les roquettes des moudjahidine com-

battant le gouvernement prosoviétique.

Jalalabad, la capitale de la province de Nangarhar, dans l'est du pays, à proximité de la frontière pakistanaise, a également été pilonnée samedi et dimanche, selon Radio Kaboul qui a fait état de trois morts et cinq blessés.

CIRQUE  
DU  
SOLEIL

# POUR LES EXPÉDITEURS COMMERCIAUX, UN SERVICE FIABLE ET PEU CÔUTEUX DE LIVRAISON DES COLIS EN 2 JOURS ENTRE LES PRINCIPAUX CENTRES D'ICI...



## DÉPÊCHES

### SUÈDE-PALME

#### Démission de policier

Le chef de la police suédoise, Niels Erik Ahmanson, a démissionné hier après s'être fait publiquement reprocher par le procureur général son incompétence dans l'enquête sur le meurtre du premier ministre Olof Palme, abattu le soir du 28 février 1986 par un tueur dans le centre-ville de Stockholm. En juin, le ministre de la Justice, Anna-Greta Leijon, avait dû démissionner pour avoir autorisé un éditeur proche de son gouvernement, Ebbe Carlsson, à mener une enquête parallèle. En janvier 1987, le chef de la police de Stockholm, Hans Holmer, était renvoyé, sa théorie de la piste kurde ayant été désavouée. Ahmanson s'est vu reprocher quant à lui d'avoir permis à l'éditeur d'accéder à des informations secrètes.

### AFRIQUE DU SUD

#### Militants anti-apartheid

Trois dirigeants anti-apartheid ont quitté hier le sanctuaire du consulat américain à Johannesburg, où ils s'étaient réfugiés il y a cinq semaines après avoir faussé compagnie à

leurs géoliers. Murphy Morobe, Mohammed Valli Moosa, membres de la direction nationale du Front Démocratique Uni (UDF), qui regroupe la plupart des organisations anti-apartheid et Vusi Khanyile, président du Comité national de crise pour l'éducation (NECC), affilié à l'UDF, ont affirmé qu'ils avaient pris leur décision notamment après avoir reçu lundi « un message » de Nelson Mandela, le dirigeant de l'ANC maintenu en incarcération dans une clinique du Cap.

### POLOGNE

#### Opposants vilipendés

L'agence de presse PAP (officielle) a lancé hier soir de sévères critiques à l'encontre de plusieurs opposants polonais, dont certains doivent participer à la prochaine table ronde, les accusant notamment de chercher « à renverser le régime par la force ». Sont notamment cités Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, deux des principaux conseillers de Lech Walesa, Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, ainsi que Jacek Kuron et Zbigniew Bujak, deux des grandes figures de l'opposition.

SONDAGE SORÉCOM

# PASCAU VA AUX SOURCES...

Aujourd'hui à l'Informateur, la qualité de l'eau potable.

CKAC et la Fondation québécoise en environnement dévoilent, en exclusivité, les résultats du sondage SORÉCOM.

En direct, dès 11h45



QUAND PIERRE PASCAU PARLE... TOUT LE MONDE EN PARLE

# CKAC 73

LA SUPER STATION

DE MONTRÉAL



# TM: une victime de la concurrence «déloyale» des télévisions d'État?

JEAN-PIERRE BONHOMME

La concurrence commerciale «déloyale» des télévisions d'État, celles de Radio-Canada et de Radio-Québec, sont une cause très importante des difficultés qu'affronte actuellement le télédiffuseur privé Télé-Métropole.

Cet avis a été exprimé hier par les porte-parole syndicaux qui condamnaient sévèrement la récente mise à pied de 86 employés permanents du Canal 10, en majeure partie des techniciens, dont certains avaient plusieurs années d'ancienneté. Le réseau Télé-Métropole emploie quelque 750 permanents.

Le représentant du Syndicat canadien de la fonction publique, (SCFP-FTQ), M. Gilles Mathieu, et le représentant du Syndicat des techniciens, (CSN), M. Serge Bouchard, ont tous deux déploré, dans des rencontres de presse séparées, que la Société Radio-Canada fasse actuellement de la «vente de publicité au rabais». Ils ont expliqué que, depuis l'imposition, par le gouvernement, de récentes restrictions budgétaires, Radio-Canada cherche à augmenter ses revenus à

même l'assiette qui nourrissait les diffuseurs privés. Ils ont également regretté que Radio-Québec agisse de la même manière.

Les chefs syndicaux ont dit vouloir combattre jusqu'à la dernière énergie pour maintenir l'emploi des techniciens et des autres employés qui oeuvrent à la fabrication des décors.

### Effets multiples

Ils ont dit qu'une réduction de ce genre n'a pas que pour effet de nuire aux victimes; elle risque de mettre en cause la personnalité même de la maison. La production d'une télévision est fragile, ont-ils fait valoir, et il suffirait de peu pour déstabiliser toute la production maison.

Selon les représentants syndicaux, l'entreprise ne se trouve pas en trop mauvaise posture financière. Ils ont signalé que le chiffre d'affaires de cette année, \$ 108 millions, est supérieur de \$ 4 millions à celui de l'année dernière.

Selon eux, la baisse générale des profits s'expliquerait, pour une part, par certaines dépenses effectuées par le nouveau propriétaire, M. Jacques Chagnon: notamment l'acquisition du réseau Pathonic et les projets de télévision interactive.

Le syndicat FTQ représente 61 des 86 employés mis à pied. Il a dit avoir offert à l'employeur de se prêter à la mise sur pied, à Télé-Métropole, d'une nouvelle formule de gestion du personnel, une formule de participation par laquelle on intéresserait le personnel et qui mettrait fin à l'habitude de recourir au temps supplémentaire improductif.

Les deux syndicats ont par ailleurs regretté que l'entreprise ait eu recours, pour rationaliser son administration, à la compagnie Alexander Proudfoot des États-Unis. Cette entreprise, ont-ils fait valoir, a la réputation de proposer des coupures «brutales» dans le personnel des entreprises.

Les deux syndicats devaient dialoguer hier avec l'entreprise. Leurs membres devaient se réunir en assemblées générales aujourd'hui.

Les employés mis à pied ont reçu des avis de renvoi selon les dispositions de chacune de leurs conventions. Le syndicat FTQ a par ailleurs signalé que l'employeur ne s'est pas conformé au code fédéral du Travail, en omettant d'aviser le ministre du Travail de son intention de renvoyer des employés.

# La CSN accuse la CSST de faire des coupures inacceptables

CONRAD BERNIER

Selon la vice-présidente de la CSN responsable du dossier de la santé-sécurité au travail, la CSST profite de la semaine nationale de la santé-sécurité au travail «pour donner l'image d'un organisme préoccupé par la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles alors qu'elle se prépare à couper justement dans la prévention».

Et c'est une opinion que partage aussi l'Union des travailleurs accidentés de Montréal (UTAM), qui juge les statistiques de la

CSST comme étant «cosmétiques et irrecevables».

Mme Céline Lamontagne a en effet soutenu hier que la direction de la CSST veut couper 250 des 800 postes affectés à la prévention et occupés par des professionnels du réseau public de santé. Ces postes seraient alors occupés par du personnel rattaché à la CSST.

«Voilà une décision qui ne nous surprend pas de la part d'un organisme que sa présidente et directrice générale, Mme Monique Jérôme-Forget, s'obstine à gérer comme s'il s'agissait d'une compagnie d'assurance», a commenté

la troisième vice-présidente de la CSN.

L'actuel programme de santé, a expliqué Mme Lamontagne, est mis en application par des infirmières, des hygiénistes industriels, des agents de recherche et des médecins-conseils. Ceux-ci font l'analyse de l'environnement de travail, établissent un bilan de l'état de santé des employés, dispensent de l'information aux travailleurs et aux employeurs, proposent des corrections. Leur appartenance au réseau public, contrôlé par le ministère de la Santé et des Services sociaux, constitue une garantie d'impartialité et de qualité.

# O'Keefe: la grève perturbe les opérations

GEORGES LAMON

La grève des 150 livreurs de bière dans les 14 succursales de province de la brasserie O'Keefe, perturbe considérablement les opérations de l'entreprise. Jusqu'ici, plus de 450 employés temporaires ont dû être mis à pied, dont 125 vendredi et 330, mardi.

Pour M. Roger Beaulieu, porte-parole patronal, si le conflit, qui a commencé le 8 octobre, ne se règle pas rapidement, ce sera au tour des employés réguliers de subir le même sort. «J'espère que le conflit sera réglé avant d'en arriver là», a-t-il observé. La brasserie O'Keefe compte quelque 1 400 employés dont 800 permanents.

M. Beaulieu a précisé à La Presse hier qu'aucune livraison n'avait été faite depuis le début du conflit dans ces 14 succursales, ni à partir de Montréal, ni à l'intérieur des territoires touchés.

Selon lui, le fait de ne pouvoir livrer la bière entassée dans les entrepôts déjà remplis, a eu pour résultat immédiat une réduction de la production: des neuf lignes en opération il y a une semaine, on n'en compte plus que cinq dans le moment. Même la mise en marché du nouveau produit, la Old Stock, et le concours qui y est rattaché ont dû en souffrir.

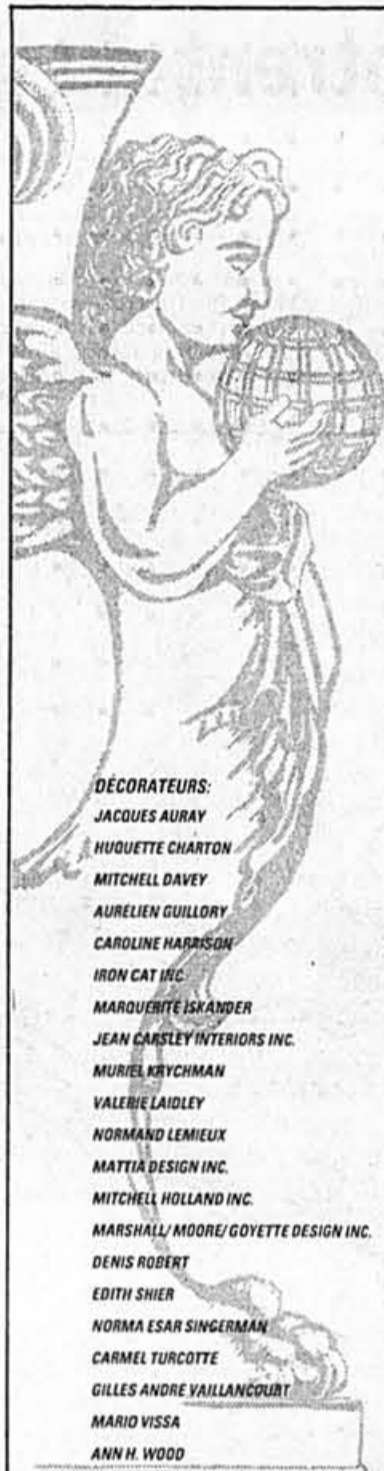
Trois points importants sont au centre du litige: le plancher d'emploi (un minimum dans les succursales en région), l'horaire de travail (41 heures en juillet 1990 contre 42 actuellement) et le régime de pension.

Selon M. Beaulieu, qui refuse notamment de céder sur la question de la réduction des heures de travail, ces trois points ont déjà été réglés ailleurs dans l'entreprise et chez les autres brasseries.

«Sur l'horaire de travail, a soutenu M. Beaulieu, nous serions mal venus d'accepter puisque le système est actuellement uniformisé à 42 heures. Quant à la garantie d'un plancher d'emploi, elle est inexistante dans les conventions collectives de travail. Enfin le régime de pension a été réglé aux succursales de Québec et Hull.»

Après les dernières séances de négociation en mai, qui se sont soldées par un désaccord, la conciliation a pris la relève. Quant au 17 agents livreurs, ils ne sont pas affectés par ce conflit de travail.

Le vice-président de la section locale 301 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce (FTQ) croit que si l'employeur voulait vraiment régler le litige, en l'espace de deux semaines, tout pourrait être terminé.



UNE MULTITUDE D'IDÉES NOUVELLES EN DÉCORATION VOUS ATTEND.

21 designers québécois les plus en vue ont décoré cinq condominiums du nouveau complexe immobilier Tropiques Nord, construit autour d'un immense jardin tropical intérieur.

DECOR 88 L'événement - Décoration de l'année

du 29 septembre au 22 octobre Tropiques Nord, Cité du Havre (à côté d'Habitat 67)

Lundi-mercredi 11 h à 19 h  
Jeudi-vendredi 11 h à 21 h  
Samedi-dimanche 11 h à 17 h

Prix d'entrée 8 \$  
Étudiants et Troisième âge 6,50 \$  
Groupes (15 et plus) 6,50 \$

Billets en vente:

Tropiques Nord

Guichets de l'OSM

85, rue Ste-Catherine ouest, 842-3402

La Clef de Sol 4891, rue Sherbrooke ouest

DIRECTIONS

En auto: Autoroute Bonaventure, sortie Cité du Havre. Espace de stationnement gratuit

En autobus: Du métro McGill, autobus 167 de la STCUM, direction sud. Aussi autobus gratuit (coin Maisonneuve et Union). Départ à toutes les heures.

- DECORATEURS:
- JACQUES AURAY
  - HUQUETTE CHARTON
  - MITCHELL DAVEY
  - AURELIEN GUILLORY
  - CAROLINE HARRISON
  - IRON CAT INC.
  - MARQUETTE ISKANDER
  - JEAN CARSLY INTERIORS INC.
  - MURIEL KRZYCHMAN
  - VALERIE LAIDLEY
  - NORMAND LEMIEUX
  - MATTIA DESIGN INC.
  - MITCHELL HOLLAND INC.
  - MARSHALL MOORE/GOVETTE DESIGN INC.
  - DENIS ROBERT
  - EDITH SHIER
  - NORMA ESAR SINGERMAN
  - CARMEL TURCOTTE
  - GILLES ANDRÉ VAILLANCOURT
  - MARIO VISSA
  - ANN H. WOOD

La Presse

OSM ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTRÉAL CHARLES DUTOIT

Decor 88 - un événement de levée de fonds de l'Orchestre Symphonique de Montréal organisé par le Comité féminin.

la Baie

IL EST ARRIVÉ, NOTRE SOLDE LE PLUS SÉDUISANT DE L'ANNÉE!

Exposition-  
Prestige  
de fourrures

L'EXPOSITION-PRESTIGE DE FOURRURES EST MAINTENANT ARRIVÉE AU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL! PLUS QUE 3 JOURS OÙ VOUS POURREZ PROFITER D'UN MAGNIFIQUE CHOIX À DES PRIX FANTASTIQUES!

Venez sans tarder à notre salon de fourrures au centre-ville de Montréal pour admirer et vous laisser tenter par notre superbe collection.

Cette exposition vient enrichir notre excellente collection permanente, vous offrant ainsi un plus grand choix à meilleur prix. Votre rêve peut devenir réalité. La collection d'automne comprend: vison, renard, raton laveur, castor, coyote, rat musqué, pelisse. Au choix: les manteaux, les vestes et les accessoires en fourrure; nous avons aussi la nouvelle longueur ¾ qui fait fureur cet automne. L'exposition se termine le 22 octobre 1988. Fourrures, rayon 156. Centre-ville de Montréal seulement

3 derniers jours!

SATISFACTION GARANTIE. ON PEUT S'Y FIER!



CIRQUE DU SOLEIL